

La cause sahraouie amplement défendue à l'ONU

# LE MAROC PLUS QUE JAMAIS ISOLÉ

Page 24

LE JEUNE
# INDÉPENDANT
N° 7705– MERCREDI 4 OCTOBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Tebboune reçoit le SG de l'UGTA

## LA SITUATION DES TRAVAILLEURS À L'ORDRE DU JOUR

Page 3

CHANEGRIHA À L'OUVERTURE DE «CHEMEX-AFRIQUE»

# CONSOLIDER LA SÉCURITÉ ET LA PAIX INTERNATIONALES

*L'Algérie est convaincue de la nécessité de renforcer la sécurité et la paix internationales, à travers l'interdiction des armes de destruction massive, y compris les armes chimiques qui constituent une réelle menace pour l'homme et l'avenir de l'humanité. C'est ce qu'a indiqué le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), qui a présidé, hier à Alger, l'ouverture de la Journée VIP de l'exercice "Chemex-Afrique", destiné aux Etats-parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques de la région Afrique.*

Page 3




EVALUATION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

## Belabed dresse un bilan positif

Page 5

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

## Avis mitigés des députés

Page 4

PUNAISES DE LIT

## L'Algérie renforce le contrôle aux ports et aéroports

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

## LOI RELATIVE À LA PROTECTION DES TERRES DE L'ETAT

### Mettre un terme à l'anarchie urbaine

**LE MINISTRE** de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé que le projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres de l'Etat vise à «endiguer l'anarchie urbaine qui s'est exacerbée ces dernières années». Répondant aux interventions des membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière présidée son président Salah Goudjil le ministre a précisé que ce projet «exhaustif et complet» vise spécifiquement à «traiter la question de la protection des terres de l'Etat, indépendamment de la question de la régularisation des situations précédentes traitées par d'autres textes».

Concernant les terres appelées «terres Aarch», le ministre a expliqué que ce type de possession de terres est inclus dans le domaine privé de l'Etat et son exploitation se fait à travers des contrats de concession. Ce projet de loi inclura ces terres dans sa protection.

A une question sur la police de l'urbanisme, M. Tabi a indiqué que ce corps serait bientôt créé, et cette suite à la promulgation du cadre juridique dans le cadre du projet de loi sur les procédures pénales en débat au Parlement, soulignant que le texte réglementaire relatif à la police de l'urbanisme était en cours d'élaboration par les ministères de l'Habitat et de l'Intérieur.

M.Tabi avait affirmé lors de sa présentation du projet de loi que ce texte s'inscrivait dans le cadre de «l'exécution des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant élaboration d'une loi pour la protection des terres de l'Etat et mettre fin au phénomène de leur appropriation illégale et exploitation par des tiers».

Il a souligné que le texte propose «un nouveau cadre juridique régissant les mécanismes de protection et la préservation des terres de l'Etat, et renforce ainsi le système juridique en vigueur en la matière», en vue de «définir les mécanismes de protection des terres de l'Etat contre toute appropriation illégale, ainsi que les règles applicables aux constructions et aux infrastructures érigées illégalement sur ces terres, outre les peines y afférents en cas de violation».

Le texte prévoit le renforcement des mesures préventives pour protéger les terres de l'Etat, la lutte contre les constructions anarchiques, et le renforcement de la protection pénale ainsi que le droit pour les gestionnaires des terres de l'Etat à recourir au juge compétent en vue de prendre toutes les mesures nécessaires à leur protection.

Le projet de loi «interdit la construction de bâtisses ou d'ouvrages sur les terres de l'Etat sauf autorisation préalable obtenue auprès des autorités administratives compétentes». Il énonce «la démolition des constructions ou des ouvrages édifiés illégalement sur les terres de l'Etat sur décision du président de l'Assemblée populaire communale ou du wali, suivant le cas et selon les modalités définies à cet effet. Les frais qui en découlent seront supportés par le contrevenant et les décisions de démolir peuvent faire l'objet de recours devant les juridictions compétentes».

**S. N.**

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# Convention de coopération entre l'USTHB et Elsewedy Câbles

*Une convention de coopération à caractère scientifique et technique a été signée hier, au siège de l'université de Bab Ezzouar, par le recteur de l'USTHB, Djamal Eddine Akretche, et le responsable des ressources humaines, Walid Tayel, du Groupe Elsewedy Câbles Algérie.*

Le recteur de l'USTHB a souligné l'importance de l'apport de ce type de coopération, indiquant « que le développement du transport énergétique et l'une des priorités actuelles dans le secteur de la recherche et de l'innovation ». Pour lui, le partenariat avec une entreprise innovante qui exporte à l'internationale et qui met son expérience au profit des étudiants et des laboratoires est un partenariat gagnant-gagnant, et ce d'autant que « l'université forme les étudiants à s'adapter à la réalité du marché et à répondre aux attentes du secteur économique », a-t-il ajouté.

Il a expliqué ainsi que cette convention a pour objet de fixer les modalités de la collaboration conclue pour une durée de trois années et qui se fera sur la base des programmes semestriels élaborés par les deux parties pour le développement des activités opérationnelles.

De son côté, le P-DG du groupe Elsewedy Câbles Algérie, Mustapha Elhalwani, a souligné que « c'est un devoir pour notre entreprise, qui est présente en Algérie depuis 17 ans, de faire valoir l'excellence du talent innovateur des étudiants algériens ». Il a ajouté que « nous comptons et parions sur la réussite de ces talents pour contribuer au développement et à l'expansion de notre entreprise ».

Suite à cette signature, le Groupe Elsewedy Câbles Algérie s'engage notamment à organiser et à encadrer des conférences, des séminaires et des colloques à l'université, ainsi que des cycles de formation et de perfectionnement dans le domaine des équipements.

De son côté, l'USTHB s'engage, à travers ses laboratoires de recherche, à assurer une assistance technique et conseil en ingénierie au profit des unités de production d'Elsewedy Câbles Algérie. En outre, il est également prévu la promotion d'une stratégie d'insertion professionnelle aux jeunes diplômés dans le secteur avec les acteurs socio-économiques conventionnés

Pour sa part, le doyen de la faculté du génie électrique, Kamel Boudjit, a souligné de son côté que l'intérêt d'une telle convention est de « lancer des formations professionnelles où les étudiants vont pouvoir bénéficier de l'expérience d'Elsewedy du point de vue pédagogique mais également d'un point de vue pratique puisqu'ils auront accès au matériel de cette entreprise pour mener à bien leur projets ». Il a ajouté que cela permettra également aux laboratoires de recherche d'avoir accès à certains matériaux et équipements dont dispose le Groupe Elsewedy pour les expérimentations et tests pratiques en laboratoire.




**L'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene.**

Dans la présentation des modalités de cette convention, il est indiqué que cette collaboration vise notamment à partager des connaissances et des expériences en relevant les défis du monde réel du travail.

Concertant la formation pédagogique, il s'agit de soutenir le domaine de la recherche, les brevets et projets de fin d'études, avec l'objectif d'encourager le transfert de connaissances à partir de l'expertise pratique. A cet effet, des visites pédagogiques et des stages pratiques seront organisés au niveau de l'entreprise Elsewedy Câbles Algérie, au profit des étudiants de l'USTHB. En termes d'assistance technique, l'Université apportera une assistance technique et conseil en ingénierie au profit des unités de production d'Elsewedy Câbles Algérie par ses différents laboratoires de recherche. L'organisation de stages sur une durée variant d'une semaine à 6 mois, afin que les étudiants acquièrent une expérience pratique, développent des compétences et créent un réseau avec des professionnels expérimentés, sont aussi au programme de cette coopération. Enfin, l'organisation des journées portes ouvertes permettra de mettre en relation les étudiants avec des employeurs où se déroulent différentes activités entraînant le développement des aptitudes et des compétences des étudiants.

**Sihem Bounabi**

## UNIVERSITÉ SAÂD-DAHLEB DE BLIDA

# Signature de deux conventions-cadres

**DEUX** conventions-cadres ont été signées à l'université Saâd-Dahleb Blida 1, représentée par son recteur, le Pr Mohamed Benzina. La première a été signée avec le Centre de développement des technologies avancées (CDTA), représenté par le directeur du centre, le Dr Mohamed Tribèche. « Cette convention-cadre avec le centre de développement des technologies avancées entre dans le cadre d'une coopération d'échanges et de formations dans le domaine des technologies avancées entre nos deux institutions. Cela permettra aussi à nos étudiants d'adhérer à ce secteur de technologies et de les encourager à faire des recherches à ce niveau, avec la possibilité d'être recrutés par le CDTA », a déclaré Mohamed Benzina.

Dans le même ordre d'idées, et lors d'une présentation qui a précédé la signature de la convention, le Dr Hussein Ait Saadi, chef du département électronique de l'université a déclaré que « ce cadre de coopération vient à point nommé car son domaine est très vaste et va toucher plusieurs spécialités dont la microélectronique et les systèmes embarqués. C'est une excellente opportunité pour nos chercheurs, nos étudiants et le CDTA, qui vont collaborer ensemble, tout en participant à des formations et à la conception de nouveaux projets de recherche ». Il a ajouté que « cet accord-cadre s'adressera aux étudiants et aux professeurs, que ce soit en recherche et développement ou en projet de fin d'études (master, PhD), en plus d'accompagner les étudiants porteurs de projets et de créer des postes d'emploi pour les diplômés. Quant à l'accord appliqué, il a été signé conjointement avec l'accord-cadre entre les deux parties en matière d'électronique de précision et de systèmes intégrés, selon lequel les deux parties coopéreront dans le but de lancer un écosystème scientifique, technologique et industriel dans le domaine de l'électronique.

La deuxième convention a été signée avec l'Agence thématique de recherche en science et technologie (ATRST), représentée par la directrice, Samia Kouadri Mostephai. Cet accord s'inscrit dans le cadre du dessalement de l'eau de mer et vise à étudier et développer un produit innovant par une équipe de professeurs et de chercheurs de la Faculté de technologie. Ce produit est considéré comme un élément de base dans le filtrage des eaux, pour réduire petit à petit son importation jusqu'à ce qu'il soit fabriqué à 100 % en Algérie. Toutes les recherches et les expériences seront réalisées dans les laboratoires de l'université de Blida 1 et seront prochainement présentées et utilisées dans le processus de liquidation.

Cet accord prévoit également l'incarnation de la volonté commune de travailler ensemble pour intensifier la coopération scientifique et de recherche, ainsi que l'échange d'expertise et d'expériences dans le domaine, d'autant plus que l'agence est chargée de suivre la mise en œuvre des projets de recherche thématique.

**T. Bouhamidi**

CHANEGRIHA À L'OUVERTURE DE «CHEMEX-AFRIQUE»

# Nécessité de consolider la sécurité et la paix internationales

*L'Algérie est convaincue de la nécessité de renforcer la sécurité et la paix internationales, à travers l'interdiction des armes de destruction massive, y compris les armes chimiques qui constituent une réelle menace pour l'homme et l'avenir de l'humanité. C'est ce qu'a indiqué le général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), qui a présidé, hier à Alger, l'ouverture de la Journée VIP de l'exercice «Chemex-Afrique», destiné aux Etats-parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques de la région Afrique.*

Dans son allocution, M. Chanegriha, qui a exprimé ses «vifs remerciements» à l'Organisation d'interdiction des armes chimiques d'avoir choisi l'Algérie pour organiser cette manifestation internationale, a réitéré la «ferme conviction de l'Algérie quant à la nécessité de consolider la sécurité et la paix internationales, à travers l'interdiction des armes de destruction massive, y compris les armes chimiques, qui constituent une sérieuse menace pour l'homme et l'avenir même de l'humanité».

Le chef d'Etat-major a également souligné que l'Algérie a une grande estime envers l'initiative commune, engagée entre l'autorité nationale et le secrétariat technique de l'Organisation, visant à renforcer et développer les compétences techniques, en matière de prévention et d'interdiction des armes chimiques des Etats-parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de la région Afrique.

Dans ce sens, il a relevé que cette Convention reste le seul outil non-discriminatoire ayant été négociée sur le plan multilatéral et qui peut être mise en œuvre pour détruire les stocks d'armes chimiques existants, et empêcher de développer et de produire de nouveaux types, susceptibles d'exacerber cette problématique et ses risques sur l'humanité, estimant que «la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques de manière quasi-globale en Afrique, est une preuve des engagements de ses pays pour ne pas détenir ou développer de telles armes».

Le Général d'Armée a exprimé, par la même occasion, «son souhait de voir l'Organisation et les autres partenaires, dans ce domaine, accorder un intérêt particulier au programme Afrique de l'Organisation, en veillant à la pérennité et en prenant en considération la réalité régionale et les besoins propres de notre continent».



Le général d'armée Saïd Chanegriha lors de son discours d'ouverture.

«Il y a aussi une nécessité pour le renforcement du contrôle aux frontières du mouvement des produits chimiques à double usage. L'amélioration des conditions fixant ces activités permettra d'affronter les défis sécuritaires inhérents à la probabilité d'une mauvaise utilisation des produits chimiques par les groupes terroristes», a-t-il ajouté.

«Tenant compte de ces considérations, nous espérons que l'Organisation et les autres partenaires, dans ce domaine, accorderont un intérêt particulier au programme Afrique de l'Organisation, en veillant à sa pérennité, et en prenant en considération la réalité régionale et les besoins propres de notre continent», a-t-il affirmé.

De son côté, le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Fernando Arias Gonzalez, a mis en avant les moyens humains et matériels consacrés par l'Algérie pour la réussite de cet événement international qui a vu la participation des stagiaires de différentes nationalités des résidents et des observateurs internationaux.

Pour sa part, la porte-parole de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Mme Elisabeth Waechter, a également salué la contribution de l'Algérie aux efforts communs visant la destruction des armes chimiques, soulignant que l'Algérie, Etat-partie dans la convention d'interdiction des armes chimiques, est un important partenaire de l'Organisation compte tenu de son soutien pour l'exécution de l'exercice Chemex-Afrique, qu'elle qualifié d'important.

Il convient de mentionner que le programme de la Journée VIP a enregistré l'exécution d'un exercice de simulation d'une attaque terroriste chimique, par des stagiaires de pays africains, dont l'Algérie, suivi de l'inauguration d'une exposition pour les professionnels des domaines chimique, biologique, radiologique, nucléaire et des explosifs, ainsi que les sociétés et organismes spécialisés, concernés par la Convention.

A cette occasion, un timbre-poste commémoratif de la manifestation Chemex-Afrique a été émis, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki.

Notant que la cérémonie d'ouverture de cet événement s'est déroulée en présence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, l'ambassadeur Fernando Arias Gonzalez, Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'ambassadeur Odette Melono, Directrice générale-adjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, des ministres, des chefs des délégations diplomatiques accréditées en Algérie des pays participants à cette manifestation, ainsi que des représentants de haut rang relevant d'Organismes africains.

**Mohamed M.**

TEBBOUNE REÇOIT LE SG DE L'UGTA

# La situation des travailleurs à l'ordre du jour

**LE PRÉSIDENT** de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout. C'est ce qu'a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

La situation des travailleurs, le pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que l'organisation syndicale ont été au programme de l'audience accordée par le Chef de l'Etat au responsable de la première organisation syndicale. Amar Takdjout, qui s'exprimait à la sortie de cette audience, a affirmé que sa rencontre avec le président de la République a porté sur plusieurs questions notamment le monde du travail et le climat social.

« Le débat a été large, nous avons abordé la situation des travailleurs que ce soit dans les sociétés économiques ou dans la fonction publique. De mon côté, je vais soumettre au Président mes propositions dans les prochains jours », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général de la centrale syndicale a affirmé que le débat a porté également sur le contexte social, le pouvoir d'achat et l'organisation syndicale car cela nous concerne tous ».

« La parfaite maîtrise du Président de la situation interne du pays, que ce soit sur le plan social, économique ou dans l'administration publique, est quelque chose de positif pour nous les travailleurs. Nous sommes pleinement disposés à coopérer pour apporter une valeur ajoutée à l'activité socio-économique dans notre pays », a affirmé M. Takdjout.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Mohamed Ennadir Larbaoui.

**Meriem Djouder**

ALGÉRIE - TUNISIE

# Tenue de la 22e session de la commission mixte

**LE PREMIER MINISTRE,** Aïmene Benabderrahmane, et le chef du gouvernement de la République tunisienne ont co-présidé, hier en fin d'après-midi, à Alger, l'ouverture du forum d'affaires algéro-tunisien qui se tient dans le cadre de la 22e session de la grande commission mixte de coopération algéro-tunisienne. Peu avant, le chef du gouvernement de la République tunisienne a été reçu par Aïmène Benabderrahmane, à l'occasion de sa visite de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation ministérielle. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du Premier ministère.

Les entretiens tenus entre les deux parties à l'occasion de cette rencontre consultative ont permis de saluer « la profondeur des relations fraternelles et solidaires qui unissent les deux pays et les deux peuples frères , tout en passant en revue les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines » et ceci à la lumière des directives des dirigeants des deux pays, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le Président de la République tunisienne, M. Kais Saied.

Dans ce contexte, le Premier ministre et le chef de gouvernement tunisien ont renouvelé leur détermination « à redynamiser le rythme de la coopération bilatérale, à poursuivre divers projets communs et à renforcer les échanges économiques », souligne la même source. La réunion s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, du ministre des Transports, Youcef Charfa, du côté algérien, et du ministre des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, du côté tunisien.

**Sihem B.**

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

# AVIS MITIGÉS DES DÉPUTÉS

*Les mesures prises pour la préservation du pouvoir d'achat des Algériens ont été saluées par les députés à l'occasion du débat sur le projet de loi de finances rectificative 2023, présenté hier par le ministre des Finances.*



*Deux articles suscitent des interrogations chez les députés.*

Les élus ont néanmoins souligné l'absence d'impact du plus grand budget consacré dans l'exercice 2023 sur le pouvoir d'achat qui s'est détérioré. Deux articles relatifs à l'application de la révision de la taxe douanière sur l'importation des viandes rouges avec un effet rétroactif ainsi que le montant consacré au règlement de l'arbitrage international ont particulièrement suscité des interrogations chez les députés.

C'est le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui a présidé la séance de présentation du projet de loi de finances rectificative.

Il a salué en premier lieu les mesures prises par le président de la République relatives au soutien du pouvoir d'achat des citoyens et la préservation du caractère social de l'Etat. Brahim Boughali a salué toutes ces mesures prises, notamment celles annoncées lors du dernier Conseil de ministres. En sus de la volonté de préserver le pouvoir d'achat, la mesure relative à la régulation des importations ainsi que les orientations visant le soutien des agriculteurs, lourdement touchés par la sécheresse, ont été soulignées par le président de l'APN devant un hémicycle quasi vide. La décision du ministère de l'Education nationale d'unifier les programmes d'enseignement entre le secteur public et privé ainsi que l'acceptation de la médiation algérienne par le Niger ont été par ailleurs saluées par M. Boughali.

Les députés qui ont eu à débattre le projet de loi de finances rectificative 2023 ont, de leur côté, salué certaines mesures relatives à la préservation du pouvoir d'achat qui sont cependant rattrapées par la hausse des prix qui a touché la majorité des produits. Hamza Zeghimi, du Front de libération nationale (FLN) a souligné les efforts de l'Etat dans l'objectif d'améliorer le pouvoir d'achat, indiquant toutefois que ceux-ci sont vite rattrapés par l'inflation galopante, avec une augmentation de 70 % des prix de certains produits. D'où sa proposition de «subventionner certains produits dans une durée déterminée au lieu de procéder aux augmentations de salaires qui a un impact sur le Trésor public».

Il s'est, en outre, interrogé sur l'application de l'article 17 de ce projet de loi qui prévoit la baisse de la taxe sur l'importation des viandes rouges, fraîches et congelées, avec un effet rétroactif.

«Les opérateurs qui ont effectué des importations seront-ils remboursés et comment ?», s'est-il interrogé, appelant à la révision de cette disposition et surtout sa rétroactivité.

Pour leur part, Mohmed Rédha Mouilah et Kamel Rabhi, de la même formation politique, ont appelé à la révision de cette disposition. Ils ont, en outre, salué les «décisions historiques» prises lors du dernier Conseil des ministres, au cours duquel un soutien et un accompagnement aux agriculteurs ont été décidés en plus de la valorisation des bourses des étudiants. Mohamed Rédha Mouilah s'est cependant interrogé sur le paradoxe constaté du fait que la loi de finances 2023 consacre le plus grand budget depuis l'indépendance (98 milliards dollars), qui devrait garantir de meilleures conditions de vie aux citoyens, alors qu'»en réalité, c'est le contraire qui s'est produit, avec une hausse sans précédent des prix des produits de large consommation». Saliha Ghachi du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a salué les mesures visant la préservation du pouvoir d'achat, soulignant toutefois que celles-ci n'ont cependant pas pu faire face aux augmentations des prix. Elle s'est par ailleurs interrogée sur le montant du règlement de l'arbitrage international qui a coûté à l'Algérie 18 milliards de dinars. «Qui est responsable ?», s'est-elle interrogée. Messaoud Bessas du Mouvement El Binaa a, lui aussi, signalé la consécration du plus grand budget dans l'exercice 2023, notamment le budget de fonctionnement. «Qu'est-ce qui explique la hausse des prix de certains produits, notamment agricoles», s'est-il demandé.

De son côté, Rabah Belmokhtar, député indépendant, a salué les dispositions du projet de loi, soulignant l'importance d'augmenter les capacités de stockage des céréales mais aussi les mesures prises à la faveur du soutien du pouvoir d'achat des citoyens.

La bureaucratie qui entrave toujours l'investissement et l'impact de la régulation des importations sur la disponibilité de certaines matières premières dans les unités de production ont également été évoqués par les intervenants, dont certains ont appelé à l'accélération de l'ouverture des bureaux de change.

L'appellation de ce projet de loi «rectificatif», auparavant complémentaire, n'a pas échappé aux élus qui ont suggéré de la considérer comme une loi de finances de «rattrapage».

**Lilia Aït Akli**

# Les grands axes présentés par Laaziz Faid

**LE MINISTRE** des Finances, Laaziz Faid, a présenté hier le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, à l'Assemblée populaire nationale (APN). Les prévisions de recettes et des dépenses sont revues à la hausse. Les recettes budgétaires sont tirées par la hausse de la fiscalité pétrolière et la hausse des dépenses s'expliques par la prise en charge des diverses actions décidées par les pouvoirs publics, visant l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, le renforcement de la sécurité alimentaire, ainsi que l'appui au programme d'investissement public dans certaines wilayas. Le ministre de Finances a ainsi a indiqué que le PLFR 2023 prévoyait une hausse des recettes budgétaires de l'Etat de près de 13%, pour atteindre près de 9 000 milliards de DA, et une augmentation des dépenses à plus de 14 700 milliards de DA (+6,7%).

Au titre des transferts de crédits opérés à partir de la dotation «crédits non assignés», les autorisations d'engagement sont fixées à 1.651,97 milliards de DA et les crédits de paiements à 1.373,42 milliards de DA.

Selon le ministre, ces données ont été établies sur la base des dernières prévisions affichées dans le plan à moyen terme (PMT 2023-2027) de la compagnie nationale Sonatrach, soit sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole brut à 60 dollars et du prix du marché du baril de pétrole brut à 70 dollars, qui restent inchangés.

Le PLFR 2023 prévoit également une hausse des recettes exceptionnelles à 1 410 milliards de DA, dont 848 milliards de DA proviennent de Sonatrach et 400 milliards de DA des dividendes de la Banque d'Algérie. Le projet de loi prévoit aussi une hausse des exportations de biens, qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 mds de dollars, soit une augmentation de 6,5 mds de dollars par rapport aux projections de la Loi de finances 2023, selon le ministre. Cela résulte de l'augmentation des exportations des hydrocarbures qui vont passer de 38,8 milliards de dollar à 47,5 milliards de dollar. Quant aux importations de biens, elles devraient atteindre 41,5 milliards de dollars (+12,5%), au lieu de 36,9 milliards de dollar.

S'agissant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 4,1% prévue dans la loi de finances initiale pour 2023, tirée principalement par le secteur des hydrocarbures (+6,1%). La croissance du PIB hors hydrocarbures se situe, quant à elle, à 4,9% dans le PLFR 2023. Le ministre a en outre signalé un recul de l'inflation qui va se stabiliser à 7,5% comparativement au taux de 9,3% enregistré en 2022.

La commission des finances et du budget a souligné, dans son rapport préliminaire soumis par le rapporteur de la commission, Mahfoud Houas, la nécessité d'accélérer la numérisation du secteur des finances à travers un système d'informations financier qui permette de disposer des bonnes données économiques et financières pour établir les prévisions dans les projets de lois de finances. Elle a également mis en exergue la nécessité de développer les compétences et les capacités des ressources humaines en matière de pensée stratégique, financière et administrative et d'améliorer la performance et la capacité d'initiative, tout en œuvrant à actualiser le système comptable qui permettra d'évaluer les dépenses de chaque programme et de définir son budget.

La commission a également appelé à renforcer le système de contrôle au niveau des administrations et des services publics, à rationaliser les ressources budgétaires, avec l'élargissement de l'assiette fiscale et la maîtrise des dépenses publiques.

**L. A. A.**

EVALUATION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

# Belabed dresse un bilan positif

***Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed? a présidé, par vidéoconférence, une conférence nationale consacrée au suivi et à l'évaluation de la récente rentrée scolaire. Il a affirmé que tous les indicateurs étaient positifs et QUE les élèves ont rejoint leurs établissements scolaires dans de bonnes conditions.***

Le ministre, qui s'exprimait devant les cadres de l'administration centrale et les directeurs de l'éducation et des secrétaires généraux des directions de l'éducation, a souligné «l'importance de maintenir la coordination avec les walis pour résoudre les éventuelles difficultés», a indiqué un communiqué du ministère.

Aucun détail n'est donné sur les indicateurs ni aucun chiffre, cependant le ministre a pris «le soin de vérifier avec ses cadres tous les points de la rentrée» et profité de l'occasion pour donner des directives afin de faire avancer les choses.

M. Belabed a insisté, de ce fait, sur «la nécessité de continuer à travailler en collaboration avec les walis pour trouver des solutions aux éventuelles difficultés, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du conseil des ministres qui s'est tenu, dimanche». Il a également souligné «l'importance de répondre aux préoccupations des parents d'élèves concernant la scolarisation de leurs enfants».



*Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.*

Le ministre a également rappelé «la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures visant à faciliter le transfert des élèves, en particulier ceux qui ont bénéficié de logements dans les zones urbaines et les nouvelles agglomérations, conformément aux règlements en vigueur».

Il a aussi donné des instructions pour «s'assurer que des employés qualifiés soient affectés pour encadrer le processus d'accueil au niveau des directions de l'éducation ou dans les endroits dédiés à cet effet, afin de résoudre les problèmes soulevés».

En outre, Belabed a insisté sur «l'importance de terminer toutes les opérations dans les délais prévus et de mettre à jour toutes les informations sur la plateforme numérique du ministère de l'Éducation nationale», selon le communiqué.

Il faut rappeler, que plusieurs nouveautés ont été introduites pour cette année scolaire, à savoir, l'introduction de séances pour l'éducation routière afin de sensibiliser les élèves sur les dangers de la route et de contribuer à la stratégie nationale de prévention routière.

Afin d'assurer la réussite de l'introduction de l'éducation physique et sportive dans le primaire, le ministre a affirmé que les écoles seront dotées des moyens et des structures sportives nécessaires.

Le secteur de l'éducation a connu aussi cette année une avancée sur le plan de la numérisation. Le ministre avait souligné, dans ce sens, que le processus de numérisation inclut également des logements de fonction et d'astreinte afin de garantir une plus grande transparence dans l'octroi de ces logements et d'éliminer le problème de l'octroi de ces logements au personnel qui n'appartient pas au secteur de l'éducation. La numérisation, selon le ministre, a inclus également le mouvement de transfert et permis une plus grande fluidité des mouvements des professeurs et des employés du secteur, avec un taux de réponses qui est passé de 32 à 93%.

**Lynda Louifi**

# Les syndicats relèvent des lacunes

**SI DU CÔTÉ** du ministère de l'Education nationale on parle d'une rentrée scolaire 2023/2024 sans encombres et dans de bonnes conditions, pour les partenaires sociaux, beaucoup de lacunes sont à relever, cette rentrée n'ayant pas résolu les problèmes divers et complexes auxquels fait face le secteur de l'éducation.

Les différents syndicats et les parents d'élèves affirment que du point de vue de la forme, la rentrée scolaire «s'est déroulée le plus normalement possible», mais dans le fond, ils déplorent beaucoup de lacunes, notamment en matière de surcharge des classes, de disponibilité du livre scolaire, d'achèvement des nouvelles structures éducatives…

Contacté par le Jeune Indépendant, le secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), Boualem Amoura, a déclaré que la rentrée scolaire 2023/2024 a été «ratée et catastrophique, à l'instar de toutes les rentrées précédentes», citant l'ensemble des problèmes auxquels fait face l'école, que ce soit au niveau pédagogique ou infrastructurel. «C'est une rentrée scolaire catastrophique en raison de décisions non réfléchies et improvisées mais aussi d'une mauvaise gestion. Ce qui a généré des manquements qui persistent à ce jour. On ne tire pas de leçons du passé !», a-t-il regretté,

Le Satef qui, chaque année, interpelle les responsables du secteur pour intervenir en urgence afin de trouver des solutions aux divers problèmes de la rentrée scolaire, regrette le manque d'anticipation chez ces derniers. «Au lieu d'affronter les vrais problèmes de l'école, tels que la révision du système éducatif pour aller vers une école de qualité, on continue de se baser sur les détails», a déclaré M. Amoura, ajoutant qu'»il est important de parler de la surcharge des classes, de l'état lamentable des établissements, du manque d'infrastructures, etc. On peut également évoquer le manque dans l'encadrement administratif et pédagogique. Beaucoup de problèmes attendent toujours d'être résolus», a-t-il affirmé. Il s'est interrogé sur le devenir des écoles en cours de réalisation et qui ne sont toujours pas achevées.

Il a évoqué, dans ce sens, le manque d'établissements scolaires dans certaines zones ainsi que la surcharge des classes. «A chaque rentrée scolaire, on se retrouve avec des écoles qui manquent de moyens pour accueillir les élèves, comme les cantines, les chaises…», a-t-il fait savoir.

Il convient de souligner que dimanche dernier, lors de la réunion du Conseil des ministres, le président Abdelmadjid Tebboune a ordonné au gouvernement d'»achever, dans un délai de deux semaines au plus tard, l'équipement des écoles, réaménagées ou nouvelles, en coordination avec les walis». Le nombre d'écoles concernées par cette opération n'a pas été précisé. Interrogé sur la disponibilité du livre scolaire, Amoura a tenu à souligner qu'il y a un manque car, selon lui, il est mal distribué aux établissements scolaires. «Certains ont reçu plus que leurs besoins et d'autres ont un déficit, et tout cela est dû à la mauvaise gestion !», a-t-il clamé. De son côté, Yazid Bouanane, chargé de l'information du Conseil national autonome des directeurs des lycées (CNADL), estime que cette rentrée a été confrontée à plusieurs défis et à divers problèmes, dont «certains sont récurrents et d'autres ont vu le jour avec les nouvelles décisions prises par le ministère de tutelle».

Pour lui, le premier de ces défis concerne la décision de vulgariser l'enseignement de l'anglais à l'école primaire, qui est une décision «stratégique» mais nécessite une préparation optimale. Pour l'introduction de l'éducation physique pour les élèves du primaire, il s'interroge sur le degré de préparation des écoles et les chances de réussite de l'enseignement de cette matière à ce stade.

«Mis à part ce que l'enseignement de ces deux matières peut apporter de plus au secteur de l'éducation, notamment avec le développement des systèmes d'enseignement à travers le monde, nous estimons que l'élève souffrira davantage de la charge du programme scolaire et du nombre important de matières enseignées. Ce qui nécessite une réflexion sérieuse et urgente pour revoir et réformer les programmes, et les adapter à ces développements», a-t-il estimé. M. Bouanane a évoqué d'autres problèmes qu'il qualifie d'»ordinaires» et qui refont surface chaque année, comme la surcharge des classes ainsi que l'usure de certaines structures éducatives. La résolution de ces problèmes nécessite, selon lui, un travail régulier et continu et non occasionnel. Il nécessite des ressources considérables pour réhabiliter les anciennes structures ou en construire de nouvelles.

Par ailleurs, au sommet des préoccupations soulevées par le CNADL se trouve «la réhabilitation sociale et professionnelle des directeurs d'écoles secondaires en particulier et du personnel éducatif en général, ainsi que la concrétisation des engagements à l'égard de l'ensemble du personnel éducatif». C'est pourquoi il appelle à accélérer la publication du statut particulier et à revoir les salaires en ouvrant le dossier des subventions et primes, estimant que ce dossier est «sensible» et qu'il doit être abordé selon «une vision scientifique, précise et définitive pour parvenir à la stabilité» du secteur.

**L. L.**

CEM ABDELMOUMÈNE DE BÉJAÏA

# Les professeurs en colère

**UNE PARTIE** des professeurs du CEM Abdelmoumène de Béjaïa est en grève depuis une semaine. Ils sont en colère contre le directeur de l'établissement à qui ils reprochent une «mauvaise» gestion. Intervenant hier sur les ondes de la Radio Soummam, la responsable de la section syndicale de l'établissement affiliée au syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), Katia Ramdani affirme que le directeur «fuit ses responsabilités envers les élèves» et que «les professeurs et les travailleurs évoluent dans des conditions de travail défavorables», rappelant que «des rapports ont été adressés à la tutelle de wilaya mais n'ont pas été pris en considération». Une réunion de travail et de conciliation devait avoir lieu hier entre les parties en conflit, notamment le directeur de l'établissement et les responsables de la section syndicale avec la directrice de l'éducation de wilaya, en présence du coordinateur de wilaya du SNTE.

Au CEM de la commune de Tamokra, des enseignants ont entamé aussi un mouvement de grève illimité depuis deux jours. Ils réclament, instamment, l'amélioration des conditions de travail dont la dotation de l'établissement en moyens matériel et pédagogique ainsi que le renforcement en personnels administratif et pédagogique.

Il y a lieu de rappeler que d'autres établissements sont, également, en grève dont les Lycées de Oued Ghir et de Bouhamza en raison du manque d'encadrement pédagogique et de moyens matériels et pédagogiques.

**N. Bensalem**

# Le processus inflationniste menace la sécurité nationale et la cohésion sociale




**Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974- Abderrahmane MEBTOUL**

Le cours officiel est passée (cours achat) en 1970, à 4,94 dinars un dollar, en 1980 à 5,03 dinars un dollar ; – 2001 : 77,26 dinars un dollar et 69,20 dinars un euro– 2020 : 128,31 dinars un dollar ; en 2022 140, 24 pour un euro et 139,30 dinars pour un dollar . La cotation du dinar officiel connaît une dépréciation à compter les 01/02 octobre 2023 où l'euro s'échange à 154,5 dinars contre 149 dinars la dernière semaine d'août 2023 et le dollar est coté 137,16 dinars . Sur le marché parallèle l'euro s'échange le 02 octobre 2023 à 228,5 dinars à l'achat et 230,5 dinars et le dollar américain s'échange à 210,4 dinars à l'achat 210,5 dinars à la vente, l'écart en référence à l'euro étant de 49%. Cette dépréciation officielle du dinar permet d'augmenter artificiellement la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens , montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité L'accroissement des effets inflationniste, outre l'inflation importée est la non proportionnalité entre la dépense publique et le faible impact, le taux de croissance.. La quatrième raison, est l'accroissement de la population algérienne avec des besoins croissants qui a évoluée ainsi :1960 11,27, – 1970 14,69, -1980 19,47, -1990 26,24, -2010 à 37,06, au 01 janvier 2023 plus de 45 millions et d'ici 2030 serait de 51,026 millions d'habitants. ( voir étude pour la présidence de la république sous la direction du Pr Abderrahmane Mebtoul pour la révision salariale , Pression démographique , inflation et évolution salariale (4 volumes 560 pages .2008. La cinquième raison, est l'importance du marché informel quii contrôle plus de 50% de la superficie économique . Les prix des produits non subventionnées s'alignent sur le cours du dinar sur le marché parallèle amplifiant l'inflation et s'étendant en période de crise, lié à la cotation du dinar sur le marché parallèle avec un écart entre l'officiel et le parallèle en septembre 2022 de près de 57%, une des raison des surfacturations avec certains étrangers et des transferts illicites hors des frontières des produits subventionnés. Pour la Banque d'Algérie il y a plus de 6200 milliards de dinars de la masse monétaire en circulation hors banques soit au cours de 137 dinars un dollar 45,25 milliards de dollars. Le Président de la république ayant dénoncé l'effritement du système d'information avait donné un montant variant entre 6000 et 10.000 milliards de dinars. L'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar, a un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales, dont le taux d'intérêt des banques qu'elles devraient relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel et freinant, à terme, le taux d'investissement à valeur ajoutée et par la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat, des montants importants sur le marché. Ces derniers alimentent l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, des biens durables à forte demande comme les pièces détachées, facilement stockables l'achat d'or ou de devises fortes.( voir étude sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul-Institut Français des Relations internationales IFRI Paris « ,les enjeux stratégiques de la sphère informelle -2013-reproduite en synthèse réactualisée dans la revue Stratégie IMDEP du ministère de la défense nationale octobre. La sixième raison, est la fraude fiscale et la corruption à travers les surfacturations qui se répercutent sur le prix final des biens et accroît le processus inflationniste. La directrice générale des Impôts le 04 avril 2023 a fait état de 6.000 milliards de dinars d'impôts non recouvrés soit au cours actuel 44 milliards de dollars. Pour les transferts illicites de capitaux à l'étranger, selon les données du FMI les entrées en devises entre 2000/2021 sont estimées, approximativement, autour de 1100 milliards de dollars avec une importation de biens et services de plus de 1050 milliards de dollars le solde étant les réserves de change au 31/12/2020 et une surfacturions entre 10% et 15% donnerait un transfert illicite de devises entre 100 et 150 milliards de dollars entre 2000/2020 placés dans l'achat de biens , ou de tierces personnes ayant la nationalité étrangère et dans des paradis fiscaux où il est difficile de les récupérer. Attention à l'euphorie foncière de court terme notamment concernant l'ouverture des bureaux de change. L'opérationnalité suppose une démarche progressive cibler les besoins spécifiques, la stabilité juridique et monétaire par la maîtrise du processus inflationniste, la refonte du système financier dont les banques publiques accaparent plus de 85% des crédits octroyés et que si l'écart de la cotation entre l'officiel et le marché parallèle est entre 5/10% minimum, car un écart de plus de 15/20% serait contre productif car dans la pratique des affaires n'existent pas de sentiments, Car imaginons que 20 millions d'algériens qui ont passeport sur 45 millions percevaient 1000 euros par an (il suffira de 24h de voyage en Tunisie pour permettre ce transfert) , le montant de sortie de devises par an serait de 20.000.000.000 euros(20 milliards d'euros soit 20% des réserves de change à fin août 2023)

En conclusion, les deux maladies apparentes du corps social sont l'inflation et le chômage que l'on ne combat par des mesures administratives bureaucratiques, devant s'attaquer à l'essence, le fonctionnement de la société. L'Économie comme nous l'ont enseigné les classiques, Ibn Khaldoun, Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx Joseph Schumpeter et plus près de nous entre 1950/2023 les institutionnalistes, prix Nobel, dont North Douglass, est avant tout Politique. La valeur d'une monnaie dépend avant tout de la production et de la productivité et l'influence en ce XXIème siècle d'une Nation dans les relations internationales repose avant tout sur sa puissance économique, comme c'est le cas de la Chine et de certains pays émergents( voir nos contributions sur la géostratégie mondiale parues dans la revue El-Moudjahid Politis du 24 décembre 2023). Comprendre le processus inflationniste en Algérie implique, à la fois, de le relier à l'inflation mondiale, aux équilibres macro-économiques et macro- sociaux internes, selon une vision pluridisciplinaire dynamique, à la répartition du revenu par couches sociales, l'évolution des salaires et traitements pour déterminer le réel pouvoir d'achat. C'est un problème complexe où chaque gouvernement essaie de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, qui ne touche pas seulement l'Algérie mais la majorité des pays comme en témoignent les nombreuses revendications salariales à travers le monde. Mais existe une loi économique universelle, une Nation ne peut distribuer plus que ce qu'elle produit quitte à aller vers une dérive sociale et politique . 02/10/2023

**ademmebtoul@gmail.com**

ARMÉNIE

# L'Iran s'oppose «aux changements géopolitiques» dans le Caucase

*Réagissant à l'intervention de Bakou dans le Haut-Karabagh, Téhéran rejette catégoriquement tout changement géopolitique supplémentaire dans le Caucase. Téhéran est notamment préoccupé par le projet azerbaïdjanais du corridor de Zangezour.*



Recevant son homologue arménien, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Aliakbar Ahmadian, a tenu à réaffirmer l'opposition de Téhéran à tout changement géopolitique dans le Caucase. Des propos qui font écho à ceux du porte-parole de la diplomatie iranienne Nasser Kanani, ce 2 octobre : «Nous sommes opposés à la modification des frontières internationales et aux changements géopolitiques dans la région» du Caucase. L'Iran se méfie des alliances de Bakou Bien que reconnaissant la souveraineté azerbaïdjanaise sur la province du Haut-Karabagh, Téhéran refuse que Bakou établisse une continuité territoriale avec l'enclave du Nakhitchevan. L'Azerbaïdjan a plusieurs fois exprimé son désir de former un corridor terrestre de Zangezour jusqu'à cette région frontalière de l'Iran, ce qui supprimerait de facto la frontière de 35 kilomètres entre l'Arménie et l'Iran. Erevan et Téhéran entretiennent des liens historiques et commerciaux. Plusieurs camions-citernes transitent par cette frontière et la communauté arménienne en Iran jouit d'une liberté de culte et compte plusieurs représentants au sein du Parlement.

Ils sont principalement localisés dans les villes d'Ispahan et de Téhéran. Par le passé, l'Iran a même envoyé des armes aux Arméniens. D'ailleurs, la relation irano-azerbaïdjanaise est semée d'embûches. Même si les deux pays partagent majoritairement la même religion chiite, ils n'ont pas le même agenda politique. Outre son alliance avec Ankara qui attise la crainte d'une influence turcique grandissante dans la zone, Bakou est également très proche d'Israël qui se sert du territoire azerbaïdjanais pour s'implanter dans l'étranger proche de Téhéran. D'ailleurs, 69% des importations militaires de Bakou provenaient d'Israël sur la période 2016-2020.

Autre sujet de discorde, et non des moindres, pour l'Iran : sa communauté azérie, forte de 16 millions de personnes, soit un quart de la population iranienne, et habitant au nord-ouest de l'Iran.

Cette minorité a parfois des revendications irrédentistes, que Téhéran voudrait ne pas voir attisées par des puissances étrangères.

**R. I.**

# «Nos forces de maintien de la paix font tout ce qu'elles peuvent», assure Lavrov

**LORS** d'une conférence de presse à Sotchi, le chef de la diplomatie russe a exprimé l'intention de Moscou de travailler avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan afin de stabiliser la situation dans le Haut-Karabagh, en dépit des accusations d'Erevan. Haut-Karabagh : «Nos forces de maintien de la paix font tout ce qu'elles peuvent», selon Lavrov «Nous essayons de stabiliser la situation dans le Haut-Karabagh pour qu'il existe une base pour la reprise de la vie des Arméniens et des Azerbaïdjanais», a déclaré ce 2 octobre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, assurant travailler avec les autorités azerbaïdjanaises. «Nos forces de maintien de la paix font tout ce qu'elles peuvent», a stipulé le ministre russe. La Russie espère «qu'Erevan fera des efforts pour améliorer la situation», a-t-il encore déclaré. Sergueï Lavrov a notamment rappelé que l'Arménie, qui n'a jamais reconnu le Haut-Karabagh, avait déclaré reconnaître la souveraineté territoriale de l'Azerbaïdjan conformément aux accords d'Alma-Ata de 1991.

«La décision que le Haut-Karabagh devienne une partie de l'Azerbaïdjan a été prise avec la participation du Premier ministre arménien Nikol Pachinian», a insisté Sergueï Lavrov auprès des journalistes, en marge de la XXe réunion annuelle du Club de discussion international Valdaï, à Sotchi. Quant à un possible retrait d'Erevan de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), «si, comme l'ont annoncé certains dirigeants arméniens, Erevan est déçu de la Russie et l'OTSC, s'ils se tournent vers [d'autres] collègues pour renforcer leur propre sécurité, c'est son choix souverain, le choix des dirigeants arméniens», a estimé le ministre russe. «J'espère qu'aucune administration temporaire ne pourra détruire ces liens qui existent depuis des siècles entre le peuple russe et le peuple arménien», a-t-il ajouté. Retrait éventuel de l'OTSC : un «choix souverain» d'Erevan, estime Lavrov Le 24 septembre, dans une allocution télévisée, Nikol Pachinian avait en partie rejeté sur les forces de maintien de la paix russes la responsabilité de la situation au Haut-Karabagh et qualifié d'«inefficaces» les alliances de son pays. Des déclarations qui avaient vivement fait réagir la diplomatie russe, le ministère des Affaires étrangères fustigeant des «attaques inacceptables contre la Russie» et accusant les dirigeants arméniens de chercher à «détruire» les relations russo-arméniennes et de se défausser sur Moscou. Le 20 septembre, à l'issue d'une offensive éclair notamment marquée par l'absence de soutien militaire d'Erevan aux forces du Haut-Karabagh, Bakou a repris le contrôle de cette enclave séparatiste, majoritairement peuplée d'Arméniens. Cette offensive azerbaïdjanaise a fait près de 600 morts et poussé sur la route plus de 100 000 habitants du Haut-Karabagh, fuyant vers l'Arménie par crainte de représailles de Bakou, accusé par Erevan de «nettoyage ethnique». «C'est leur décision personnelle qui n'a rien à voir avec la migration forcée. Si certains résidents arméniens ne veulent pas vivre sous les lois azerbaïdjanaises, nous ne pouvons pas les forcer à le faire», avait déclaré le 28 septembre le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères dans un communiqué. «Au contraire, nous appelons les résidents arméniens à ne pas quitter leurs maisons et à faire partie de la société multiethnique de l'Azerbaïdjan», avait-il précisé.

**R. I.**

## L'UKRAINE PRIVÉE D'AIDE AMÉRICAINE SUR FOND DE SHUTDOWN?

### «Un spectacle pour le public», juge Ryabkov

**POUR** la diplomatie russe, le vote in extremis à Washington d'un budget n'incluant pas l'aide supplémentaire à l'Ukraine n'est nullement un signe de fléchissement du soutien américain à Kiev. «[Les Etats-Unis] continueront à soutenir [l'Ukraine]», a estimé ce 2 octobre le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Ryabkov, répondant à une question de l'agence TASS. Cette déclaration survient sur fond d'inquiétudes en Occident suite à l'accord, provisoire, trouvé le 30 septembre au Congrès des Etats-Unis pour prolonger le financement du gouvernement pour 45 jours. Adopté à une poignée d'heures de la paralysie de l'administration fédérale (le fameux «shutdown»), en cas d'absence d'entente des deux chambres sur une loi de finances, ce texte n'inclut pas une aide de 24 milliards de dollars demandée par la Maison Blanche. «Il ne faut pas penser que cela va changer quoi que ce soit, c'est juste un spectacle pour le public, c'est du bavardage», a ajouté Sergueï Ryabkov. «Fondamentalement, l'accent mis par Washington sur le soutien de son client à Kiev ne change pas», a-t-il insisté.

«C'est un phénomène temporaire. Bien sûr, l'Amérique continuera d'être impliquée directement dans ce conflit», a également estimé le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov. «Cependant, nous avons déclaré à plusieurs reprises auparavant que, selon nos prévisions, la lassitude résultant de ce conflit, la lassitude due au parrainage complètement absurde du régime de Kiev augmenteraient dans différents pays, y compris aux États-Unis», a ajouté le porte-parole. «Cette lassitude entraînera une fragmentation de l'establishment politique et des contradictions croissantes», a-t-il poursuivi. Les Européens continueront de soutenir Kiev, assure Borrell «Je veux le dire à nos alliés, au peuple américain et au peuple d'Ukraine, vous pouvez compter sur notre soutien. Nous n'abandonnerons pas» l'Ukraine, a déclaré le 1er octobre Joe Biden, lors d'une allocution télévisée. «Je m'attends à ce que le président du Congrès respecte son engagement envers le peuple ukrainien et garantisse l'adoption du soutien nécessaire pour aider l'Ukraine en ce moment critique», avait le 30 septembre déclaré le locataire de la Maison Blanche dans un communiqué. Un vote qui «a surpris» Bruxelles, a déclaré le 1er octobre Josep Borrell, regrettant «profondément la décision des Etats-Unis». «J'espère que cette décision ne sera pas définitive et que l'Ukraine continuera à bénéficier du soutien des Etats-Unis», a ajouté le chef de la diplomatie européenne. Celui-ci était aussi présent pour une réunion des ministres des affaires étrangères des 27 dans la capitale ukrainienne, le 2 octobre. «Nous serons là pour longtemps», promet Colonna Une rencontre à Kiev qui, selon la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna, vise à montrer «que l'Ukraine fait partie de la famille européenne» et de «donner aussi à la Russie le message qu'elle ne doit pas compter sur notre lassitude».

«Nous serons là pour longtemps», a-t-elle promis depuis la capitale ukrainienne. «Le secrétaire Austin m'a assuré que le soutien de Etats-Unis à l'Ukraine se poursuivrait», a déclaré sur X, le 1er octobre, le ministre ukrainien de la Défense Roustem Oumerov. «Les guerriers ukrainiens continueront à bénéficier d'un soutien solide sur le champ de bataille», a-t-il poursuivi sur le réseau social américain, disant avoir eu un échange téléphonique avec le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin.

**R. I.**

## ORAN

### Solarisation de 80% des sites de production de Sonatrach

**LA SONATRACH** compte solariser 80% de ses sites de production d'ici 2030. C'est ce qu'a indiqué, hier, Khanfer Youcef, directeur central des ressources nouvelles au niveau de l'entreprise, lors du Salon international de la transition énergétique et des énergies du futur (ERA 2023), qui se tient au centre des conventions d'Oran du 2 au 4 octobre en cours.

En marge du Salon international de la transition énergétique et des énergies du futur (ERA 2023), Khanfer Youcef, directeur central des ressources nouvelles au niveau de l'entreprise, a déclaré que « dans le cadre de notre plan pour décarboner (réduction des émissions de CO2), précisant également que notre secteur d'activité vise à atteindre progressivement la plus basse empreinte carbone, nous nous sommes fixés l'objectif de solariser 80% de nos sites de production d'ici 2030 »,

S'agissant des objectifs à court terme, M. Khanfer a fait savoir que 5 centrales photovoltaïques seront installées dans différents sites de production situés au sud du pays, ajoutant que les capacités à installer à court et moyen terme dépassent les 100 mégawatt (MW).

La décarbonation du secteur passera également par la réduction du torchage, a-t-il souligné, ajoutant que la démarche de Sonatrach se matérialisera sur plusieurs phases, passant en premier lieu par la réduction du torchage de gaz et du torchage de routine, avec un objectif zéro torchage à l'horizon 2030.

S'agissant des projets de production d'hydrogène vert, il a fait savoir que Sonatrach travaille sur des projets pilotes de production, en collaboration avec ses partenaires.

« Ces projets pilotes permettront à Sonatrach de préparer une seconde phase, avec des projets semi industriels qui seront pris en charge et permettront d'alimenter et décarboner nos installations pétrochimique », a-t-il souligné.

« Des projets relatifs à l'exportation d'H2 vert vers l'Europe sont, par ailleurs, en cours d'études prenant en comptes les aspects production, transport et commercialisation », a affirmé l'interlocuteur.

**R.R**

## HYDROGÈNE VERT

### Lancement de quatre projets à Oran

**QUATRE PROJETS** pilotes pour la production d'hydrogène vert seront lancés, d'ici la fin de l'année 2024, a indiqué, avant-hier, à Oran, Miloud Medjled, directeur des études et prospectives au ministère de l'Energie et des Mines

A ce titre, M. Medjled, directeur des études et prospectives au ministère de l'Energie et des Mines, a fait savoir, en marge de l'ouverture du 13ème Salon international de la transition énergétique et des énergies du futur (ERA), qui se tient du 2 au 4 octobre au Centre des conventions d'Oran « Mohamed Benahmed », que ces projets sont en cours d'étude, en partenariat avec des universités et des centres de recherches

Il a en outre précisé qu'« un ou deux de ces projets seront lancés, avant la fin de l'année 2023, alors que les projets restants seront lancés en 2024 », ajoutant que trois de ces projets sont développés par le groupe Sonatrach, alors que le quatrième sera réalisé dans le cadre d'un partenariat avec les Allemands.

Sonatrach, via ces projets pilotes, vise l'introduction de l'utilisation de l'hydrogène vert dans le fonctionnement des turbines à gaz, mais aussi pour le tester dans le transport par canalisations, dans les futures interconnexions entre l'Algérie et l'Europe (corridor sud), a-t-il encore noté.

M. Medjled a rappelé que l'utilisation de l'hydrogène vert, ainsi que toutes les énergies propres, dans les processus de production (mix énergétique) tend à devenir une nécessité.

Sur un autre plan, concernant l'énergie solaire, M. Medjled a indiqué qu'un avis d'appel d'offres a été lancé, récemment, qui permettra de produire pas moins de 2.000 mégawatts, d'ici l'année prochaine, qui viendront s'ajouter aux 15.000 mégawatts déjà existants.

**R. R.**

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À ORAN

# La cimenterie de Beni Saf se dote d'une nouvelle technologie

*Dans le but de protéger l'environnement contre les effets néfastes de l'industrie du ciment, la cimenterie de Beni Saf à Aïn Temouchent, relevant du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), a été récemment dotée d'un filtre à manches de dernière technologie, permettant de réduire sensiblement les émissions de poussières. C'est ce qu'a fait savoir, hier, ce groupe.*



En marge du Salon de la transition énergétique et des énergies du futur (ERA 2023), qui se tient au Centre des Conventions d'Oran du 2 au 4 octobre en cours. Abdelhalim Berriah, directeur sécurité, santé et environnement du groupe GICA, a indiqué que l'usine a été dotée de ce filtre, qui réduit sensiblement les émissions de poussières par les cheminées de l'usine, en avril 2023

Après la mise en service de cet équipement, l'ensemble des 13 cimenteries du Groupe GICA ont été dotées de filtres à manche, a-t-il souligné, ajoutant que ces équipements modernes ont permis d'optimiser les performances du système de filtration au niveau des cimenteries du groupe GICA, en ramenant les émissions de poussières en dessous du seuil de 10mg/Nm3, toléré par les normes internationales en la matière.

M. Berriah a, en outre, expliqué que le groupe GICA a engagé plusieurs actions en termes de protection de l'environnement contre les effets néfastes de l'industrie du ciment.

Il s'agit, notamment, de la réalisation de plus de 130 projets environnementaux de diverses natures, depuis 2010, de la mise en service de plus de 15 stations de traitement et d'épuration d'eaux usées industrielles au niveau de l'ensemble des filiales du groupe et de l'aménagement d'une douzaine d'aires de stockage et de tri sélectif des déchets au niveau de ces filiales, a déclaré le même responsable.

Le Groupe GICA compte aujourd'hui 13 cimenteries réparties à travers le territoire national et représente environ 50% de parts du marché local du ciment, a-t-on rappelé.

**R.R**

SECTEUR DE L'ÉDUCATION À AIN DEFLA

# Plusieurs établissements scolaires en cours de réalisation



**DANS** l'optique d'améliorer les conditions de scolarité des élèves, plusieurs établissements scolaires, sont en cours de réalisation à travers la wilaya d'Ain Defla, alors que les travaux de construction d'autres structures similaires sont en voie de lancement, ont fait savoir, hier, les services de la wilaya.

Ces projets en cours de réalisation ou en voie de lancement visent à « renforcer le secteur de l'éducation en infrastructures et à améliorer les conditions de scolarité des élèves, ont indiqué les mêmes services.

Concernant les structures en cours de construction, outre des salles d'extension au profit du palier primaire, 8 établissements scolaires, dont un lycée et 7 collèges d'enseignement moyen (CEM), seront réceptionnés et équipés pour être opérationnels à partir de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on fait savoir.

Lors d'une réunion de l'exécutif de wilaya tenue dimanche dernier, le directeur des équipements publics (DEP), Lakhdar Sellami, a indiqué que la wilaya a bénéficié en 2023 d'un programme de réalisation de sept (07) autres structures, dont quatre groupes scolaires, deux CEM et un lycée.

Ces établissements sont répartis à travers les communes d'Ain Defla, El Attaf et Khemis Miliana, a-t-il précisé.

Le même responsable a fait savoir que le choix des terrains pour l'implantation des projets en question a été déjà effectué, indiquant que les services de la direction des équipements publics «ne ménagent aucun effort pour le lancement de ce programme dans les meilleurs délais».

Pour rappel, le secteur de l'éducation nationale a été renforcé à Ain Defla par un nouveau CEM, 161 classes d'extension, dont 131 classes dans le palier primaire et 30 autres dans le palier moyen et qui ont été réceptionnés à l'occasion de la rentrée scolaire 2023/2024.

**R.R**

SOUTIEN DE L'ÉTAT AUX PROJETS ARTISTIQUES POUR 2024

# Les candidatures sont ouvertes

*Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé l'ouverture des candidatures pour bénéficier du soutien de l'État en faveur de projets artistiques, allant du théâtre à la musique, la chorégraphie, les arts plastiques et la littérature, en passant par les projets littéraires et cinématographiques. Cette initiative vise à apporter un appui financier aux institutions culturelles, associations, coopératives et maisons d'édition pour l'année 2024. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.*



Les candidats souhaitant bénéficier de ce soutien financier public, doivent déposer leurs candidatures à compter de la date de publication de cette subvention, et ce le 3 octobre. Les sélections s'étaleront sur un délai de 90 jours.
Dans le cadre du soutien financier dédié au cinéma pour l'année 2024, le ministère a annoncé l'ouverture des candidatures pour bénéficier de l'aide de l'Etat pour la production de films cinématographiques, la coproduction, ainsi que pour l'écriture et la réécriture de scénarios de films, a précisé la même source. Les réalisateurs de longs métrages, de courts métrages et de documentaires, souhaitant candidater à cette aide, doivent au préalable réaliser deux œuvres cinématographiques. Le scénario doit être enregistré à l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda).
Concernant les projets artistiques (théâtre, chorégraphie, musique, littérature et arts plastiques), les œuvres proposées peuvent être des nouveaux projets ou le livre, des adaptations de textes littéraires algériens ou internationaux. Les œuvres tous domaines confondus, ne doivent pas avoir été publiées ou produites auparavant.
Pour les livres, ils doivent présenter une idée novatrice. Les textes ne doivent pas contenir de fautes d'orthographe ou de grammaire. Un résumé papier ou numérique de 500 mots doit être soumis à la commission de sélection. En ce qui concerne la musique, les chansons proposées doivent d'abord être enregistrées à l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda). Par ailleurs, le théâtre, la chorégraphie et les arts plastiques, les candidatures doivent être soumises à la Direction du développement et de la promotion des arts au ministère de la Culture. Les candidats ne peuvent bénéficier d'un soutien que dans un seul domaine. Pour rappel, 174 projets ont bénéficié de l'aide de l'État aux arts et au cinéma pour l'année 2023. Pour le cinéma, 31 projets ont été validés, dont 12 longs métrages (pour un total de 470 millions de dinars). Les courts métrages, les films documentaires et la post-production n'ont pas été en reste, avec respectivement 6 projets, 9 projets et 4 projets validés.
Le théâtre avait, pour sa part, bénéficié d'une enveloppe de plus de 62 millions de dinars réservée à des pièces destinées au public adulte. Parmi les 7 projets acceptés, des établissements culturels sous la tutelle du ministère de la Culture et des Arts se distinguent, aux côtés de 10 projets portés par des coopératives culturelles et 19 projets par des associations culturelles. Un budget de 72 millions de dinars réservés aux spectacles théâtraux destinés au jeune public. La musique, les arts plastiques et la chorégraphie ont bénéficié d'enveloppes respectives de 11 millions de DA, de 16 millions de dinars et de 14 millions de dinars respectivement.

**Meriem Djouder**

FESTIVAL DU THÉÂTRE PROFESSIONNEL DE GUELMA

# Sept œuvres en compétition

**SEPT ŒUVRES** ont été sélectionnées pour participer à la compétition officielle du 14e Festival culturel local de théâtre professionnel de Guelma, prévu du 7 au 11 octobre prochains, a indiqué le commissaire de cette manifestation, Halim Rahmouni.
Ce responsable a ajouté, lors d'une conférence de presse tenue à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï, que les pièces concernées par la compétition officielle qualificative pour le Festival national du théâtre professionnel, à Alger, sont des œuvres réalisées par des coopératives et des associations théâtrales et artistiques actives dans les wilayas de l'Est et du Centre-est du pays.
Il a également affirmé que les œuvres en compétition dans cette édition organisée par le Théâtre régional Mahmoud-Triki de Guelma, sous le patronage du ministère de la Culture et des arts, et dédiée à l'acteur de théâtre Mohamed-Larbi Bahloul, décédé l'année dernière à l'âge de 52 ans, sont des pièces produites par des coopératives et des associations artistiques des wilayas d'Annaba, Jijel, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes et Tizi Ouzou.
Rahmouni a aussi fait savoir que les spectacles seront présentés au public à la Maison de jeunes Mohamedi-Youcef et à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï, en raison des travaux de restauration toujours en cours au Théâtre régional Mahmoud-Triki. La même source a indiqué que les œuvres devant participer à la compétition officielle ont été sélectionnées par une commission constituée de spécialistes dans divers domaines liés au 4e art qui ont eu à choisir entre 13 pièces.Le célèbre comédien Antar Hellal, présidera le jury du Festival, sera secondé par les artistes Nabila Brahim-Zaidi, Ali Djebara et Djamel Chadli, a encore révélé le commissaire du Festival, soulignant que la pièce lauréate se qualifiera directement pour la prochaine édition du Festival national du théâtre professionnel.Plusieurs personnalités artistiques, de Guelma et d'ailleurs, seront honorés durant le Festival, selon la même source qui a fait savoir que la cérémonie d'ouverture sera dédiée au défunt artiste Mohamed-Larbi Bahloul dont la vie et le parcours artistiques ont fait l'objet d'un documentaire qui sera projeté pour l'occasion.




**R. C.**

"50 CLÉS POUR LE CINQUANTENAIRE" D'ABDELMADJID MERDACI

# Un outil de référence sur la guerre de libération

Des professeurs universitaires ont souligné, à Constantine, lors d'une rencontre littéraire consacrée à la présentation de la traduction en arabe du livre "50 clés pour le cinquantenaire", du regretté Abdelmadjid Merdaci (1952-2020), que ce livre constitue "un outil de référence qui éclaircit des questions majeures sur la période de la guerre de libération nationale".
Intervenant lors de l'ouverture de cette rencontre, organisée dimanche après-midi à la bibliothèque principale Mustapha-Nettour, la fille de l'auteur de ce livre et ancienne ministre de la Culture, Meriem Merdaci, a déclaré que ce livre, publié en 2012 par la maison d'édition "Champs libres", à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, est "un ouvrage pédagogique destiné à toutes les catégories de lecteurs, en particulier aux jeunes, afin de les leur expliquer, de manière simplifiée, l'histoire de leur pays".Le livre, a-t-elle ajouté, se décline en 50 parties que l'auteur a nommées "clés", permettant au lecteur "d'ouvrir", au fil de sa lecture, grâce à ces clés, une "porte" pour mieux comprendre l'histoire de l'Algérie. De son côté, la traductrice du livre, Khalisa Ghoumazi (professeur de traduction à l'université Sétif 2), a rappelé que la traduction de cette œuvre du français vers l'arabe a été éditée par la maison d'édition "El Hibr", en mai 2023.
Pour sa part, Smail Mohand, propriétaire de la maison d'édition "El Hibr", a estimé que le fait d'accepter d'éditer de telles œuvres est un "devoir national", car le regretté Abdelmadjid Merdasi, écrivain, historien et journaliste, était fidèle à la mémoire nationale et "aimait voir ses ouvrages publiés en langue arabe". **R. C.**



## LIGUE 1 MOBILIS : LES DERBIES ALGÉROIS AU STADE DU 5-JUILLET

**LE PRÉSIDENT** de la Fédération algérienne de football (FAF) Walid Sadi, a effectué une visite d'inspection lundi au stade du 5-Juillet (Alger), pour s'enquérir de l'avancement des travaux au niveau de cette enceinte, en prévision des échéances nationale et internationale qu'elle abritera prochainement. En effet, outre les derbies algérois, le stade olympique d'Alger devrait accueillir certaines compétitions continentales, notamment, celles du CR Belouizdad en Ligue des Champions de la CAF, et celles de l'USM Alger en Coupe de la Confédération. Le stade du 5-Juillet est le deuxième à faire l'objet d'une visite d'inspection de la part du président de la FAF, après le stade Nelson-Mandela de Baraki, où il avait fait une virée le 27 septembre dernier, dans la même perspective. En effet, si le stade du 5-Juillet est destiné à accueillir les derbies de la capitale ainsi que les compétitions africaines interclubs, le stade Nelson Mandela, lui, va abriter essentiellement les matchs de la sélection nationale, notamment, les éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Une campagne qui débutera au mois de novembre prochain, par le duel Algérie – Somalie, dans la cadre de la première journée de ces éliminatoires du Mondial-2026. Pour rappel, les grands stades d'Alger, entre autres le 5-Juillet et Nelson Mandela de Baraki, sont fermés pour travaux depuis le mois de juillet de dernier. Soit juste après la clôture des derniers Jeux panarabes (5-15 juillet)

**R.S**

## LIGUE 1 - LFP : RÉAMÉNAGEMENT DANS LA PROGRAMMATION

**LA LIGUE** de Football Professionnel (LFP) vient de communiquer le programme des quatre prochaines journées du championnat national (Ligue 1 Mobilis). On apprend ainsi que la cinquième étape est prévue en deux actes (vendredi 20 et samedi 21 octobre courant) soit juste après la prochaine la date FIFA du même mois alors qu'en même temps devraient se dérouler les matchs en retard des clubs (CRB et USLMA respectivement en Ligue des champions d'Afrique et de la Caf), encore en course dans les différentes compétitions continentales. Toujours en deux actes, la 6e journée est prévue pour le vendredi et samedi, 27 et 28 octobre, la 7e lors du week-end suivant (vendredi et samedi, 03 et 04 Novembre. Enfin, la 8e journée suivra le week-end d'après (vendredi et samedi ; 10 et 11 novembre).

**LE NOUVEAU PROGRAMME :**

-05e Journée : Vendredi 20 et Samedi 21 Octobre 2023.
-06e journée : Vendredi 27 et Samedi 28 Octobre 2023.
-07e journée : Vendredi 03 et Samedi 04 Novembre 2023.
-08e journée : Vendredi 10 et Samedi 11 Novembre 2023.

**R. Azizi**

FOOT/ELIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE U20 FÉMININE/(2E TOUR)

# Algérie-Mali : 25 joueuses convoquées par Benstiti

*La sélection nationale U20 féminine de football sera en stage de préparation du mardi 3 au samedi 14 octobre 2023 à Sétif, en vue de la double confrontation face au Mali pour le compte du 2ème tour des éliminatoires de la Coupe du Monde FIFA U20, a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF).*



A cet effet, le Département football féminin dirigé par Farid Benstiti a établi une liste de 25 joueuses pour ce regroupement pour préparer ces deux matchs qui se dérouleront le 8 octobre pour le match-aller et le 13 du même mois pour la rencontre retour, précise la même source. Parmi les 25 joueuses retenues, huit évoluent dans le championnat d'Algérie féminin et 17 en Europe. Pour rappel, le premier tour de ces éliminatoires s'est déroulé, début septembre. Six équipes déterminées en fonction de leur participation aux dernières éditions de la Coupe du monde féminine U20 y avaient pris part. Trois équipes se sont qualifiées et ont rejoint, au deuxième tour, les 29 autres équipes exemptées du premier tour dont l'Algérie. Seize équipes se qualifieront pour le 3ème tour. Elles seront réduites à huit, pour le quatrième tour puis à quatre pour le cinquième tour. Ces quatre équipes joueront un cinquième tour qualifiant deux formations pour la Coupe du monde des U20. Les matchs se joueront en phase aller et retour. Les vainqueurs des deux matches du cinquième tour iront en Colombie, pays hôte du prochain mondial. Au total, trente-cinq équipes vont participer à ces éliminatoires. Trois confédérations ont déjà terminé leur processus de qualification. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne se sont qualifiés après avoir atteint les demi-finales du Championnat d'Europe féminin des moins de 20 ans de l'UEFA. Le Canada, le Mexique et les Etats-Unis ont obtenu leur qualification au terme, du Championnat féminin U20 de la CONCACAF 2023. La Nouvelle-Zélande s'est quant à elle qualifiée après avoir remporté le Championnat féminin U-19 de la Confédération du football d'Océanie 2023. Trois équipes de la CONMEBOL Libertadores dont la Colombie, pays hôte, prendront part au mondial. Les deux autres pays seront connus, à l'issue du Championnat sud-américain de football féminin U20. Trois autres équipes représenteront l'Asie à l'issue de la Coupe d'Asie qui se tiendra en Ouzbékistan du 3 au 16 mars 2024.

TIR SPORTIF :

# Bouchireb et Adoul arrachent leurs billets pour les JO 2024

**SAMIR BOUCHIREB** et Koceila Adoul sont qualifiés pour les Jeux Olympiques de Paris 2024. Les tireurs algériens ont validé leurs billets pour le plus grand rendez-vous sportif international, ce lundi au Caire (Egypte), à l'issue de leur participation au championnat d'Afrique. Premiers Algériens qualifiés pour les prochains JO dans cette discipline, Bouchireb et Adoul ont réussi à s'emparer du précieux sésame après avoir remporté, respectivement, la médaille d'or au tir du pistolet 10m et la médaille de bronze dans le tir à la carabine 10m. À la faveur de ces performances, ainsi que des autres médailles glanées dans cette compétition, l'Algérie est parvenue à finir seconde du classement général des deux spécialités susmentionnées. Ainsi, et après ces deux billets auxquels s'ajoute la toute récente performance de notre gymnaste Kaylia Nemour qui vient juste d'assurer se place pour les JO d'été à Paris en 2024, la liste des Algériens (voir notre édition du lundi 02 octobre) qui seront appelés à défendre les couleurs nationales dans la capitale française pour défendre les couleurs nationales s'est allongée de deux autres athlètes. A signaler que notre star montante Kaylia Nemour vient, au passage, de recevoir les vives félicitations du Ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi que du Comité Olympique Algérien pour sa dernière prestation lors des derniers championnats du monde de gymnastique en Belgique.

**R.A et Agences**



VALSE DES ENTRAÎNEURS :

# MC El-Bayadh : Résiliation des contrats du coach Hamici et de son staff . . .

**LA DIRECTION** du MC El-Bayadh, qui évolue en Ligue 1 de football Mobilis, a annoncé lundi la résiliation du contrat de son entraineur Abdennour Hamici, ainsi que les membres de son staff technique. Dans son communiqué de presse qu'il a publié sur sa page facebook officielle, le club du Sud-ouest du pays n'a pas précisé les raisons de ce divorce, se contentant de souligner que la résiliation du contrat s'est effectuée « à l'amiable ». La même source a indiqué au passage que l'ex-entraineur adjoint de l'ASO Chlef, Adelhak Belaid, a été « provisoirement » chargé de diriger l'équipe, en attendant la désignation d'un nouveau coach. Abdennour Hamici et ses adjoints avaient rejoint le MCEB, qui est à son deuxième exercice parmi l'élite, lors de l'intersaison. Leur départ intervient après trois journées de championnat, au cours desquelles les Bleu et Blanc ont obtenu trois points d'une victoire contre deux défaites de suite contre respectivement l'ES Sétif (2-1) et le MC Alger (2-0).

**. . . MÊME SORT ÉGALEMENT POUR BOUGHERARA DÉMIS PAR LE CSC**

Liamine Bougherara n'est plus, depuis hier, l'entraîneur du Chabab de Constantine. L'annonce en a été faite, hier, par le club de l'Antique Cirta comme précisé sur son site officiel, « la séparation entre les deux parties s'étant faite à l'amiable. » Les proches du club ont remarqué son absence lors de la séance d'entraînement de lundi dernier, ce qui avait conduit des sources concordantes à laisser entendre la volonté de la direction du CSC de procéder à un changement au niveau de la barre technique. Entre autres griefs reprochés à l'intéressés, une marche de l'équipe peu convaincante et des résultats loin des attentes du public et de la direction. Pour preuve, et après leur élimination en Ligue des champions d'Afrique, les Sanafirs ont du mal à démarrer en championnat national de Ligue 1 de football. En trois journées, les Vert et Noir n'ont gagné qu'un seul match et aligné deux revers dont le dernier en date contre l'ASO Chlef (1-0) aura été finalement la goutte qui a fait déborder le vase. Bougheraraest le sixième entraîneur à quitter un club de la Ligue 1, depuis le début de cet exercice, après Leknaoui (Paradou AC), Amrani (ES Setif), Azziz Abbes (ES Setif) et Bouzidi (JS Kabylie) et Hamici (MC El Bayadh).

**R. Azizi et Agences**

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE RETOUR)

# CRB-Bo Rangers (3-1) : Le Chabab dans les prévisions

*Lundi, le Chabab, sans fournir une grosse prestation, a montré du caractère en dominant les Rangers Sierra-Léonais sur le même score qu'à l'aller (3-1) à Freetown. Cueillis à froid, les Belouizdadis ont fait preuve de patience avant de construire, sur le tard certes (3 buts en 12 minutes, les dernières), un succès conforme à la logique de départ et s'offrir, sans conteste. Un sésame pour la phase de groupes qui leur permet d'espérer mieux cette saison sur la route, pourquoi pas, d'un sacre continental*

**Par Azouaou Aghiles**



Après un début de rencontre plutôt timide, les joueurs de Laâquiba ont pu remonter doucement mais sûrement la pente en retrouvant leur football. Une entame difficile due sûrement à la large victoire ramenée de Freetown qui leur assurait, dans une large mesure, la qualification en phase de poules. Les deux pieds dans la prochaine étape, ils tarderont (une mi-temps et quelques poussières) à mettre le pied sur l'accélérateur et à mettre le costume de super favoris, puisqu'ils seront surpris par la fougue des visiteurs qui mettent d'emblée la pression avant de surprendre M'Bolhi et son arrière garde et réduire l'écart au cumulé. Un but (9eme minute de jeu) dont M'Bolhi assume la responsabilité mais qui sera heureusement sans effet notable sur l'issue de la partie. Que le Camerounais, Lionel Wamba, homme du match et auteur d'un joli Hat trick, et ses coéquipiers, se chargeront d'effacer au fur et à mesure du match même s'il a fallu faire patienter (un peu trop à leur goût quand même) leurs supporters) jusqu'aux 12 (78ème) dernières minutes du temps règlementaire pour sonner la charge et rétablir l'équilibre au tableau d'affichage. Avec un Wamba, une première fois buteur sur penalty, le Chabab, enfin en confiance, respire mieux et va définitivement prendre le jeu à son compte en dépit de quelques contres sans effet des Sierra- Léonais, qui vont multiplier les erreurs et prêter le flanc. K.O debout, les Bo rangers vont accuser le coup et mettent, une petite minute plus tard (79ème) un second genou à terre sur un mouvement offensif que le même Wamba, tout de puissance, se fera un plaisir de conclure et doubler la mise. Une belle réalisation et une avance confortable plus que conforme à la différence de statut entre les deux formations. Prenant le large désormais, Boussouf et les siens vont à nouveau s'illustrer en mettant leur buteur providentiel, Wamba, dans les meilleures conditions pour conclure le festival et donner plus d'allure à un succès aussi large qu'indiscutable en dépit des errements sur les 78 premières minutes où il a fallu courir derrière l'égalisation. On joue la 90ème minute quand le centre-avant camerounais, insatiable et en voulant terriblement, s'en va peser de tout son poids sur la défense adverse et inscrire un mémorable triplé qui va sûrement lui ouvrir l'appétit en prévision du retour à la compétition nationale et la défense du titre ouverte, rappelle-t-on, par une petite victoire contre Magra (0-1) où ils annonçaient la couleur pour, et c'est possible, une cinquième couronne de suite. Il reste maintenant pour le staff technique et ses hommes à préparer l'équipe à l'objectif prioritaire, à savoir un sacre africain, car les fans Belouizdadis, dont les ambitions sont en hausse, ne demandent pas moins désormais que … Tout le monde aura compris après l'exploit de l'USM Alger. Qu'en pense l'entraîneur Sven Vandenbroeck ? « Le CRB n'a jamais passé le cap des quarts de finale de la Ligue des champions, d'où la nécessité de négocier notre parcours étape par étape. Désormais, il faudra penser au tour des groupes, le négocier positivement et atteindre les quarts de finale. Mon rêve est de gagner le titre, mais ça reste un rêve, tout se joue sur le terrain » rétorquera le technicien belge tout de pondération. Qui ne veut pas, prévient-il « vendre du rêve » dès maintenant.

**A.A**

GUILLEMETS :

## Sven Vandenbroeck (coach CRB) : « Un succès bon pour le moral»

**L'ENTRAÎNEUR DU** CR Belouizdad, Sven Vandenbroeck, a qualifié de «motivante et bonne pour le moral» la victoire de son équipe, lundi au stade Miloud-Hadefi d'Oran, pour le compte du match retour du 2eme tour préliminaire de la ligue des champions d'Afrique de football, estimant que ce succès permettra à ses joueurs d'»aborder en force la phase des poules». Le technicien belge Sven Vandenbroeck a déclaré, lors de la conférence de presse d'après-match, qui s'est terminé sur le score de (3/1) pour le Chabab, soit le même score enregistré lors du match aller : «nous avons commencé le match avec beaucoup de confort, grâce à la victoire obtenue au match aller. Même si nous avons encaissé un but précoce, d'une équipe de niveau inférieur à la nôtre, nous n'avons pas pu marquer de but en première mi-temps». Il a ajouté que «la réaction des joueurs a été bonne, en seconde période, et nous avons réussi à marquer un triplé par Lionel Wamba. Nous étions confiants pour notre qualification et nous l'avons prouvé sur le terrain. Nous avons été les meilleurs dans les deux matchs». Concernant les joueurs de l'équipe nationale, Adlane Guedioura, Hussein Benayada et le gardien Wahab M'Bolhi, l'entraîneur des gars d'El-Aqiba a confirmé qu'ils constituent «un excellent apport à l'équipe et sont expérimentés. Nous attendons d'eux qu'ils apportent beaucoup à l'équipe, en Ligue des champions et en championnat national, ainsi qu'aux joueurs sur et en dehors du terrain». De son côté, l'entraîneur du club des Bo Rangers (Sierra Leone), Elhaji Furay, a félicité le CS Belouizdad pour cette victoire et la qualification pour la phase des poules en déclarant : «le match a été difficile. Nous étions devant d'un but, et le penalty sifflé par l'arbitre nous a affectés, ce qui a entraîné un manque de concentration des joueurs et nous avons reçu deux autres buts du même joueur». Il a ajouté que «le CR Belouizdad est une équipe forte et organisée, avec des joueurs talentueux et individuels. Ils nous ont éliminés de la même façon pour la deuxième fois consécutive «.

**R.S**

IL FLAMBE AU BRÉSIL

## Slimani réveille son équipe

**BUTEUR** dans la nuit face au CA Paranaense, Islam Slimani a nettement participé au succès de Coritiba (2-0). Islam Slimani sonne la révolte. Dans la nuit, Coritiba a remporté son duel face au CA Paranaense. Alors que le club Vert et blanc menait déjà au score grâce à un but Victor Luis Chuab Zamblauskas (14'), l'international algérien a doublé la mise juste avant la pause (45' +3). Une performance importante qui relance Coritiba. Malgré ce succès, "Coxa-Branca" reste à la dernière place du classement à 9 points du premier non-relégable. De son côté, Islam Slimani a déjà inscrit 2 buts et délivré une passe décisive en 4 matchs de Serie A brésilienne. Des performances importantes pour l'Algérien en vue de la CAN qui approche à grand pas…

## COUPES AFRICAINES DES CLUBS :

### Ligue des champions : Le CRB, 16 et dernier qualifié pour la phase de poules

**LE CR BELOUIZDAD** est le 16e et dernier qualifié pour la phase des poules de la Ligue des Champions africaine de football à l'issue de la dernière rencontre du deuxième tour préliminaire retour disputée lundi soir au stade Miloud-Hadefi d'Oran. La cérémonie du tirage au sort de la phase des poules de la Ligue des champions de la CAF aura lieu le vendredi 6 octobre à Johannesburg (Afrique du Sud). Les 16 équipes seront scindées en quatre groupes de quatre. Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

**LA LISTE DES 16 ÉQUIPES QUALIFIÉES :**

CR Belouizdad (Algérie), Al Ahly (Tennat -Egypte), Espérance Sportive de Tunis (Tunisie), Etoile sportive du Sahel (Tunisie), Wydad Casablanca (Maroc), Pyramids FC (Egypte), Al Hilal Omdurman (Soudan), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), TP Mazembe (RD Congo), ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Young Africans (Tanzanie), Simba FC (Tanzanie), Nouadhibou FC (Mauritanie), Medeama DC (Ghana), Petro Atletico (Angola), Jwaneng Galaxy (Botswana).

**R.S**

## COUPE DE LA CAF : L'USM ALGER EST TOUJOURS LÀ, LES GROS BRAS AUSSI

**SEULE FORMATION** algérienne encore en course, l'USM Alger, vient d'acter avec brio son billet pour la phase de groupes de la Coupe de la CAF dont elle est détentrice en titre et s'impose comme un des favoris en puissance à son auto-succession, même si la concurrence sera des plus rudes avec la présence de grosses cylindrées habituées aux premiers rôles à l'image du Zamalek d'Egypte, le Club Africain de Tunis ou le RS Berkane (Maroc) qui s'est bâti une réputation solide récemment avec deux victoires finales sur les quatre dernières éditions en date . Trois clients de qualité que le sort pourrait réunir dans la même poule à l'issue du tirage au sort prévu le 06 octobre prochain à Johannesburg (Afrique du Sud) et nous offrir des derbys maghrébins électrisants. Les habitués de la compétition sont pratiquement tous partants, exception faite des clubs du RD Congo dont l'absence pose des questions sur l'avenir de la discipline dans un pays majeur, pour nous offrir une suite des plus palpitantes et toute de suspense.

**R. Azizi**

**LES 16 QUALIFIÉS :**

USM Alger (Algérie), Zamalek (Egypte), Abu Salem (Libye), Dreams (Ghana), CO Coyah (Guinée), Al-Hilal Bengazhi (Libye), Sagrada Esperanca (Angola), Stade Malien (Mali), SuperSport United (Afrique du Sud), RS Berkane (Maroc), Diables Noirs (Congo), Sekhukhune (Afrique du Sud), Club Africain (Tunisie), Futur FC (Egypte), River United (Nigeria), Académica Petróleos Clube (Angola).






*Pratique : La nouvelle tablette de Google semble prometteuse, mais comment ses principales caractéristiques se comparent-elles à celles de sa concurrente chez Apple ?*

# Google Pixel Tablet vs Apple iPad :

## *Une comparaison multipoint*

L'industrie des tablettes vient de s'enrichir d'un nouvel acteur majeur, avec le lancement officiel par Google de
sa tablette Pixel. De quoi changer la donne ? Car depuis des années, le marché des tablettes est dominé par Samsung et Apple.
D'autre part, les tentatives de Google de créer une tablette ressemblent à des montagnes russes, depuis la naissance réussie de la Nexus jusqu'à la mort de la Google Pixel Slate en 2018. La renaissance de la tablette Google marque donc le début d'une nouvelle ère, qui pourrait bien mériter votre attention et un trou dans votre budget.
Côté specs, la tablette Pixel de Google est comparable à celle d'Apple lancée fin 2022. Mais si vous êtes à la recherche d'une nouvelle tablette, comment choisir entre les deux ? Explorons les caractéristiques des deux offres ci-dessous pour vous aider à prendre la bonne décision d'achat.

### Spécifications de la tablette Google Pixel

Prix : 680 €
Processeur : Google Tensor G2
Écran : LCD de 10,95 pouces, 2 560 x 1 600 (276 ppi)
RAM/Stockage : 8 Go avec 128 Go ou 256 Go
Caméras : 8MP grand angle à l'arrière, 8MP grand angle à l'avant
Autonomie : Jusqu'à 12 heures de streaming vidéo
Connectivité : USB-C, connecteur d'accessoires à 4 broches
Couleurs : porcelaine, vert sauge

### Spécifications de l'Apple iPad 10ème génération

Prix : 590 €
Processeur : Apple A14 Bionic
Écran : Liquid Retina de 10,9 pouces, 2 360 x 1 640 (264 ppi) avec True Tone
RAM/Stockage : 4 Go avec 64 Go ou 256 Go
Caméras : 12MP grand angle à l'arrière, 12MP ultra grand angle (122°) à l'avant
Autonomie : Jusqu'à 10 heures en Wi-Fi (9 heures en cellulaire)
Connectivité : USB-C, Smart Connector (sur le côté)
Couleurs : argent, jaune, rose, bleu

### vous devriez acheter la Google Pixel Tablet si...

1. Vous voulez une tablette qui fasse office de hub pour la maison intelligente
Dans la plupart des images pub de la nouvelle Google Pixel Tablet, vous remarquerez qu'elle est présentée avec une station d'accueil, c'est-à-dire une station de recharge et un haut-parleur qui sont inclus lors de l'achat. Cela met l'ensemble de l'offre de 128 Go à un prix de 680 €.
La station d'accueil permet à la tablette Pixel de servir de hub domestique, de la même manière que l'on peut utiliser une tablette Amazon Fire comme Echo Show.
L'iPad normal, quant à lui, commence à 590 € pour le modèle 64 Go et n'est pas livré avec des accessoires supplémentaires.
Lorsque vous déposez et verrouillez votre tablette Pixel sur son support, vous pouvez la transformer en cadre photo numérique, utiliser l'assistant vocal Google intégré pour poser des questions ou écouter de la musique, et même contrôler les appareils intelligents compatibles dans votre maison. Ainsi, lorsque vous n'utilisez pas la tablette à la main, elle peut vous servir de télécommande pour régler des choses comme la température de votre thermostat Nest.
2. Vous avez besoin d'une plus grande autonomie
La tablette Google Pixel offre une autonomie de 12 heures en streaming vidéo, contre 10 heures pour l'iPad 2022. Cela garantit que votre tablette ne vous laissera pas tomber lorsque vous en aurez le plus besoin, notamment si vous oubliez de la connecter à la station d'accueil ou si vous avez été en déplacement toute la journée.

Si deux heures d'autonomie supplémentaires ne vous semblent pas significatives, estimez-vous heureux de ne pas avoir été laissé en plan avant le dénouement d'un épisode de Succession à cause d'une batterie déchargée !

### Vous devriez acheter l'Apple iPad (Gen 10) si...

1. Vous préférez quelque chose d'éprouvé et de fiable
Maintenant que Google a perfectionné sa fabrication de smartphones avec ses téléphones Pixel, il met toute cette expérience au service d'une tablette Android dont le taux de survie est (on l'espère) meilleur. L'iPad, en revanche, est un succès dans le monde des tablettes depuis des années - et l'iPad de 10e génération est son modèle le plus raffiné à ce jour.
L'iPad est aux tablettes ce que l'iPhone est aux smartphones, grâce à la constance et à la fiabilité de l'exécution d'Apple. Vous savez ce que vous obtenez avec un iPad, et vous connaissez également les risques liés à son achat. Si vous recherchez une tablette qui a fait ses preuves et que vous placez les "fonctions domotiques" au second plan sur votre liste de priorités, l'iPad est le meilleur des deux.

2. L'usage du clavier est important pour vous
Bien que la Google Pixel Tablet soit livrée avec une station d'accueil, il manque une chose qui pourrait faire ou défaire l'expérience de la tablette pour de nombreux utilisateurs : un clavier! Google n'a pas annoncé de clavier pour sa Pixel Tablet lors de la conférence Google I/O, ce qui ne veut pas dire qu'il n'en sortira pas un ultérieurement.
L'iPad 2022, quant à lui, est compatible avec le Magic Keyboard Folio, qui est disponible à l'achat séparément. L'inconvénient ? Le Magic Keyboard Folio vous coûtera 300 € de plus, ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'alternatives moins chères. Pour tous ceux qui aiment utiliser leur tablette comme un ordinateur portable simplifié ou qui aiment tout simplement disposer d'un clavier, l'iPad est la solution idéale.

3. Vous appréciez l'écosystème Apple
L'écosystème Apple est fermé, simple et cohérent, dans lequel les appareils Apple fonctionnent parfaitement ensemble, en pouvant par moment éviter tous les autres. Si vous vous êtes déjà entouré de produits Apple, comme un iPhone, des AirPods, des AirTags ou un Mac, et que vous êtes à la recherche d'une nouvelle tablette, il peut être dans votre intérêt d'investir dans un iPad plutôt que dans une tablette Android, un point c'est tout.



# CX : Comprendre les clients, un *défi* pour les professionnels de la technologie ?




*Technologie : La vision des concepteurs et des développeurs de logiciels sur l'univers des clients est peut-être encore trop isolée.*

Le phénomène appelé « loi de Conway » est-il en train de créer un gouffre entre ce que les professionnels du logiciel pensent que leurs clients vivent et ce qu'ils vivent réellement ? Alors que les entreprises s'appuient plus que jamais sur leurs équipes informatiques pour proposer une expérience client (CX) supérieure, les professionnels de l'informatique sont sous pression pour trouver des moyens de faire bouger les choses.
C'est peut-être leur plus grand défi pour l'année à venir.
« La loi de Conway suggère que les produits reflètent les structures organisationnelles des entreprises qui les fabriquent », explique Michael Bushong, vice-président de groupe, centre de données cloud chez Juniper Networks.
« Les équipes construisent leurs composants, et lorsqu'elles sont obligées de s'interfacer avec d'autres équipes, les produits auront des interfaces.
Cela a un impact profond sur l'expérience utilisateur, mais la plupart des entreprises n'associent pas des éléments fondamentaux comme la structure de l'entreprise à l'expérience de l'utilisateur final. »

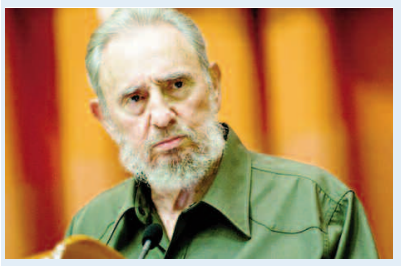
**L'expérience client, une priorité stratégique**

Il est extrêmement urgent pour les équipes informatiques de se rapprocher de leurs clients. Une étude menée par Rackspace confirme que l'expérience client axée sur les applications est une priorité stratégique majeure pour les dirigeants (citée par 48 % d'entre eux), devant la sécurité informatique, la conformité et même la stratégie informatique. Dans le même temps, l'activité informatique actuelle tend à se concentrer davantage sur la conduite de l'efficacité de l'automatisation (63 %) et les initiatives IoT et cloud native (51 %), par rapport aux initiatives technologiques liées à l'expérience client axées sur l'analyse des données en temps réel (44 %), et l'engagement des clients (30 %). Si les dirigeants et leurs équipes informatiques ne comprennent que trop bien que la CX doit être au premier plan de la conception et du développement des logiciels, c'est plus facile à dire qu'à faire. « Le désir est là, mais les principaux obstacles que nous voyons sont le manque de connaissances et de financement », relate Matt Stoyka, PDG de NewRocket. « De nombreux professionnels de la technologie n'ont pas les connaissances et les compétences nécessaires pour concevoir une meilleure expérience. Ils veulent travailler avec des spécialistes qui peuvent les aider, mais souvent les contraintes budgétaires empêchent un engagement efficace. » Cette orientation du travail implique un besoin de conception et de développement agiles. La moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'étude de Rackspace indiquent qu'il faut parfois des semaines pour obtenir un consensus avant de mettre en œuvre des changements technologiques, comme le déploiement de nouvelles applications ou le lancement d'un projet de transformation. D'autres répondants indiquent que l'obtention de l'adhésion peut prendre des mois (42 %), voire un an ou plus (8 %). Pour de nombreux professionnels de la technologie, obtenir une perspective complète de l'expérience client offerte par leur logiciel peut être une chose insaisissable. « Dans la plupart des cas, les personnes qui conçoivent les produits n'utilisent pas leurs propres produits au quotidien, ce qui crée une séparation entre l'expérience client déduite et l'expérience réelle de l'utilisateur final », explique Michael Bushong.
« Cela laisse des écarts entre ce qui est voulu et ce qui est livré. »

**Savoir écouter les clients**

Pour se rapprocher de ce que les clients recherchent et de ce qu'ils vivent à leur extrémité de la chaîne logicielle, les chefs d'entreprise et les responsables informatiques doivent ouvrir beaucoup plus largement la communication, en faisant sortir les responsables de leurs bureaux et les professionnels de l'informatique de leurs centres de données. « Parlez aux clients pour avoir une meilleure perspective », conseille Matt Stoyka. « Nous faisons souvent trop d'hypothèses sur la solution. Soyez clair sur les résultats opérationnels et de convivialité que vous recherchez. Illustrez l'écart entre l'état actuel et ces résultats. Cet écart doit être démontré de manière quantitative ainsi que par des témoignages de clients. »
En fin de compte, « la personne la mieux informée dans la pièce l'emporte souvent lorsque des décisions difficiles doivent être prises », déclare Radhakrishnan Rajagopalan, responsable mondial des services technologiques chez LTI-Mindtree. « Les professionnels de la technologie comme les DSI, les responsables informatiques, les développeurs et les gestionnaires de données devraient apprendre à connaître l'aspect commercial autant que possible, afin d'avoir une perspective sur la satisfaction des besoins et des défis des clients, ainsi que sur les domaines à améliorer. Il serait également judicieux que les responsables technologiques rencontrent directement les clients et obtiennent un retour direct afin d'élargir leur connaissance de l'entreprise. Ces informations et ces connaissances les aideront à surmonter l'inertie. Le fait d'être armé de points de vue à la première personne sur les clients, et de points de données convaincants sur la façon dont certains besoins des clients ne sont pas satisfaits, peut aider à surmonter la résistance. »
Comprendre l'expérience client signifie « suivre les clients », estime Michael Bushong. « Se mettre à leur place pendant quelques secondes pourrait être le moyen le plus efficace de développer pour eux une certaine empathie. » Le problème, poursuit-il, est que « l'instrumentation de nos systèmes rend la tâche plus difficile. Si les données permettent de tirer des conclusions plus précises, la compréhension des données et l'expérience d'un client ne sont pas toujours la même chose. Nous avons besoin de données pour obtenir des informations exploitables, mais nous devons également passer du temps à observer nos clients interagir avec nos produits, ce qui inclut nos sites web et notre documentation. Lorsque nous nous appuyons uniquement sur les données que nous collectons, nous créons une séparation, et la séparation est un tueur silencieux. Dans le domaine de la consommation, les marques les plus prospères interagissent avec leurs clients. Dans le domaine de la technologie ? Pas vraiment ».
Il existe de nombreuses compétences dites non techniques « qui aideront les professionnels de la technologie à étendre leur impact sur l'entreprise », souligne Radhakrishnan Rajagopalan. « La compétence qui a le plus d'impact pour un professionnel de la technologie est la conception de processus d'entreprise. Dans de nombreuses organisations, les processus opérationnels sont inefficaces et défaillants.
Cela ralentit l'innovation et affecte finalement la qualité des produits et des services. Les professionnels de l'informatique peuvent relever ce défi en analysant les processus d'entreprise et en recherchant les points à améliorer. Les méthodologies agiles dans le développement de logiciels en sont un bon exemple. Des équipes interfonctionnelles travaillent ensemble dans des sprints plus courts, en utilisant un feedback continu et incrémentiel et des rétrospectives pour optimiser les fonctionnalités afin de répondre aux besoins des clients. Les méthodologies agiles, lorsqu'elles sont exécutées efficacement, peuvent aider une organisation à commercialiser ses produits plus rapidement et plus efficacement. Les meilleures technologies et compétences peuvent ne pas donner de grands résultats sans les considérations susmentionnées. »

## Fidel Castro a survécu à 638 tentatives d'assassinat, toutes dirigées par la CIA !



**LE FAMEUX** dirigeant cubain et l'un des principaux leaders de la Révolution cubaine, Fidel Castro, est la personne qui a subi le plus de tentatives de meurtre au monde.
En effet, il est inscrit dans le livre Guinness des records en étant « l'homme qu'on a le plus souvent tenté d'assassiner ».
Malgré la multitude des tentatives d'homicide (638 au total) dirigées toutes par la « CIA » contre Castro, toutes ont échoué. Parmi ces tentatives, la « Central Intelligence Agency » a utilisé des méthodes plus au moins insolites : « des explosifs dans ses chaussures, du venin injecté dans un cigare, une petite charge explosive dans une balle de base-ball… » A déclaré le site Cubadebate.
« Si survivre aux tentatives d'assassinat était une discipline olympique, je serais médaillé d'or »
F.Castro.

## Les japonais ont voté pour les rāmen comme leur meilleure invention du 20eme siècle !

**LES RĀMEN** sont l'un des plats les plus connus non seulement au Japon mais à travers le monde. Ce mets qui est composé de nouilles, de bouillant de poisson ou de viande à la sauce soja ou au miso, d'herbes et de légumes, est facile à cuisiner, pas cher et surtout savoureux.
Bien que les origines de ce mets demeurent inconnues, les japonais le considèrent comme une de leurs créations, et pas n'importe laquelle, en effet, selon l'Institut de recherche de Fuji, les japonais considèrent les rāmen comme leur meilleure invention du 20eme siècle.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



# *À 10 ans, il dessine un avis de recherche pour retrouver son Lego préféré*

*Un jeune Anglais de 10 ans a réussi à retrouver sa figurine Lego fin septembre 2023 grâce à un avis de recherche dessiné par ses soins. Accrochée dans son quartier et diffusée sur les réseaux sociaux, cette affiche lui a permis de retrouver son précieux jouet, qui avait été ramassé par une petite fille dans la rue.*

Les avis de recherche fonctionnent, qu'il s'agisse de retrouver une personne, un chat ou… un Lego. Au Royaume-Uni, un garçon de 10 ans vivant à Ulverston (Angleterre) a ainsi retrouvé fin septembre 2023 sa figurine favorite après avoir conçu lui-même une affiche pour signaler sa perte, rapporte le Washington Post relayé par Slate .
Le garçon, passionné de Lego, avait fabriqué cette figurine à son effigie en visitant avec ses parents le Legoland Discovery Centre de Manchester. Baptisé « Mini-Jack », le jouet l'accompagnait partout depuis… jusqu'au jour où la figurine est tombée de son sac alors qu'il se rendait à l'école.

Une récompense de deux livres sterling

Dévasté par cette perte, le garçon a alors eu l'idée de créer un avis de recherche par ses propres moyens. Avec ses crayons de couleurs, le petit Anglais a dessiné sa figurine, indiquant ses couleurs et chaque détail de sa tenue.
« Perdu !!! Avez-vous vu ce Lego ?, peut-on lire sur l'avis, dessiné sur une page de cahier d'école. Il est très spécial pour moi. »
Prêt à tout pour récupérer Mini-Jack, le garçon offrait même une récompense de deux livres sterling (environ 2,30 €) à la personne qui lui rendrait sa figurine. Sa mère a partagé l'affiche sur les réseaux sociaux, doutant cependant que quiconque puisse retrouver le minuscule jouet.
Mais une petite fille scolarisée dans la même école avait trouvé et recueilli le Lego dans la rue.
Se rendant compte que la figurine correspondait à l'avis de recherche, elle et sa mère ont contacté la famille du garçon pour lui rendre son bien. En guise



de récompense, le garçon et sa mère ont finalement offert une boîte de chocolats pour remercier la petite fille et sa famille.

## Airbnb offre un séjour gratuit dans la maison *de Shrek, vous pourrez bientôt tenter de réserver*

Airbnb propose de passer un week-end dans le Marais de Shrek dans les Highlands écossais (Royaume-Uni), du 27 au 29 octobre 2023 pour Halloween. Un séjour « organisé par L'Âne » dans lequel les invités auront notamment l'occasion de tester les toilettes en extérieur du fameux ogre vert. Les réservations pour ce séjour unique ouvriront le 13 octobre prochain.
Passer un week-end dans la maison de Shrek pour Halloween, ça vous tente ? La proposition vient d'Airbnb. La plateforme de location touristique offre en effet la possibilité de passer un séjour gratuit dans la demeure du célèbre ogre vert du 27 au 29 octobre 2023, pour un maximum de trois personnes. Une occasion unique de se plonger dans l'univers du célèbre film d'animation de Dreamworks.

### Un week-end au marais

Cette demeure entourée d'un marais boueux et mousseux se trouve dans les collines des Highlands écossais (Royaume-Uni). Dans son annonce, Airbnb explique que L'Âne, chargé de garder la maison de Shrek, a décidé d'inviter quelques personnes pour un séjour inoubliable. « Le marais de Shrek est magnifique. Tout simplement magnifique. C'est l'endroit idéal pour recevoir des invités », assure l'animal dans le communiqué.
Dans « ce coin de paradis boueux », les hôtes auront l'occasion de vivre la vraie vie d'un ogre. Parmi les activités proposées, un moment de détente à la lumière de « bougies à la cire d'oreille », une dégustation de gaufres au petit-déjeuner, ou des histoires au coin du feu jusque tard dans la nuit. Pour une expérience encore plus fidèle au dessin animé, les visiteurs pourront même utiliser les fameuses toilettes extérieures de Shrek.

### Comment tenter sa chance ?

Pour avoir une chance de profiter de ce séjour insolite, rendez-vous sur Airbnb le 13 octobre prochain à 19 heures (heure française) pour l'ouverture des réservations. La plateforme a spécifié



que cette proposition de séjour n'était pas un concours. Par ailleurs, ceux qui obtiendront l'accès au Marais de Shrek durant ce week-end doivent avoir la possibilité de se rendre en Écosse par leurs propres moyens.
Ce n'est pas la première fois qu'Airbnb offre ce type de séjours. En juin, des chanceux avaient par exemple passé un week-end gratuit dans une maison inspirée de celle de Barbie à Malibu en Californie (États-Unis), afin de promouvoir la sortie du film Barbie de Greta Gerwig.

# **Une énergie presque gratuite :** comment le prix de l'électricité en Finlande s'est-il inversé ?



***En Finlande, les fournisseurs d'énergie ont approvisionné leurs clients en électricité à un prix extrêmement bas – à la limite de la gratuité. En cause : une offre excédentaire en énergie d'origine hydroélectrique dans le pays.***

Comme pratiquement tous les Européens, les Finlandais avaient vu leurs factures d'énergie exploser en raison des sanctions imposées à la Russie, un pays qui leur fournissait jusqu'alors du gaz et des hydrocarbures.

Mais ces derniers jours, la situation s'est inversée : ainsi, le mercredi 24 mai, les tarifs sont passés en dessous de zéro, selon le média finlandais Yle .

Un évènement exceptionnel par sa durée : non pas quelques secondes ni quelques minutes au milieu de la nuit, mais plusieurs heures, en pleine journée. "Le prix moyen du jour est maintenant légèrement, mais néanmoins, du côté négatif. Oui, c'est historique", a déclaré Jukka Ruusunen, PDG du gestionnaire de réseau Fingrid, cité par nos confrères.

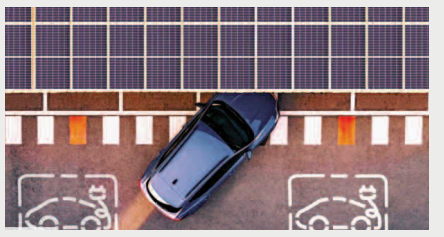
### Des tarifs d'électricité extrêmement avantageux

Selon leur type d'abonnement, certains clients ont donc bénéficié de tarifs extrêmement avantageux – mais pas de la gratuité totale, compte tenu des frais d'acheminement de l'électricité. Ce revirement trouverait sa cause dans l'offre excédentaire d'électricité décarbonée, elle-même à mettre sur le compte des inondations printanières, lesquelles ont particulièrement dopé la production d'énergie hydroélectrique. Or, c'est cette source d'énergie qui sert généralement de variable d'ajustement lorsque la demande est basse.

"Pendant les crues de printemps, il y a souvent ce type de production forcée, parce que la production ne peut être ralentie. En raison de l'énorme quantité d'eau, l'hydroélectricité a souvent une faible capacité de régulation au printemps", a précisé J. Ruusunen. "L'hiver dernier, la seule chose dont les gens parlaient était de savoir où trouver plus d'électricité. Aujourd'hui, nous réfléchissons sérieusement à la manière de limiter la production. Nous sommes passés d'un extrême à l'autre", a-t-il ajouté.

En outre, un nouveau réacteur nucléaire – Olkiluoto 3 – est entré en fonction, injectant encore davantage de puissance dans le réseau (sans compter le solaire et l'éolien). Les opérateurs de centrales vont donc devoir réduire leur production, a estimé l'expert. D'après lui, la Finlande se rapproche de l'autosuffisance en énergie, "(ses) émissions sont proches de zéro et tout fonctionne bien. Les perspectives sont excellentes", s'est-il réjoui. Un modèle à suivre ?

## Voitures électriques : que renferment leur batterie et quel futur leur réserve-t-on ?



**L'ÉLECTRICITÉ** devient le nouveau carburant des voitures, et la France se dote d'une nouvelle usine à Billy-Berclau. Mais comment ça marche, au juste ? Et quel avenir pour cette industrie ? Explications.

Les batteries lithium-ion sont la référence actuelle de l'industrie automobile, remplaçant l'essence ou le gazole émetteurs de $CO_2$ pour entraîner le moteur. Devant la raréfaction des ressources, surtout en Europe, elles pourraient évoluer.

### Batteries lithium-ion : comment ça marche ?

Rechargée, la batterie stocke l'énergie puis, en se déchargeant, transforme de l'énergie chimique (issue des réactions des métaux qui la composent) en énergie électrique.

Son principe consiste à faire circuler des électrons entre deux électrodes, chacune constituée d'un métal différent, l'une négative (l'anode), l'autre positive (la cathode). Elles sont plongées dans un liquide conducteur: l'électrolyte, qui contient du lithium.

### Quels métaux sont utilisés ?

Le modèle de référence actuel de l'automobile mondiale est la batterie lithium-ion dont les deux types les plus fréquents sont les "NMC" (nickel-manganèse-cobalt) et les "LFP" (phosphates de fer lithié).

Les NMC ont une durée de vie plus faible mais une densité énergétique supérieures à celle des LFP.

Il existe d'autres grandes familles de batteries au lithium dont les "NCA" (nickel-cobalt-aluminium), également utilisées par l'industrie automobile.

Les quatre métaux stratégiques sont le lithium, le cobalt, le nickel et le manganèse afin d'emmagasiner d'importantes quantités d'énergie dans un format compact. La chaîne d'approvisionnement est dominée par la Chine qui a la main sur 75% du raffinage du lithium et 50% du cobalt, selon BloombergNEF.

Des projets d'usines d'assemblage de batteries sont annoncés en Europe mais le vieux continent "n'a pas de capacités de production des composants et des matériaux de base", déplorait fin 2022 Christophe Pillot, directeur du cabinet spécialisé Avicenne Energy. "Il y a peu de fabricants de cathodes si on excepte Umicore et dans une moindre mesure BASF. On ne trouve ni anode, ni électrolyte. Et encore moins de minerais et de raffineries!", soulignait-il.

Avec son "Critical raw materials act" présenté en mars, qui prévoit des partenariats stratégiques pour l'importation et une plateforme d'achat commune, l'Union européenne espère y remédier en favorisant l'établissement de projets miniers, d'usines de raffinage et de recyclage sur le sol européen.

### Combien pèse la batterie d'une voiture électrique ?

Chez Tesla, selon la version, le poids d'une batterie va de 400 à 600 kg. Plus la batterie est lourde, plus elle contient de métaux et plus son autonomie est grande, pouvant aller au-delà de 500 km. Pour une voiture de moyenne gamme, le poids d'une batterie est compris entre 250 et 350 kg selon le site Izi, mis en place par EDF pour accompagner les particuliers dans la transition. A titre d'exemple, la batterie d'une Renault Zoe pèse 326 kg.

Mais pour être le plus économe possible, les véhicules doivent aussi être plus légers.

### Quel avenir ?

Pour augmenter l'autonomie des batteries en évitant les risques d'incendie, le taïwanais ProLogium, qui va ouvrir une usine en France d'ici 2030, parie sur une technologie de batteries "solides" qui se distingue par son électrolyte solide.

Le séparateur - élément clef pour le fonctionnement d'une batterie - est en céramique et non en polymère, rendant la batterie beaucoup plus résistante aux chocs, moins encline aux courts-circuits et donc à prendre feu.

Comme la batterie lithium-souffre, elle aussi au stade expérimental, elle permet une plus grande autonomie des véhicules et est plus légère que la lithium-ion.

# CONDOLEANCES

Veuillez accepter nos plus sincères condoléances, ***Monsieur Redouane Aliouate,***
en ces moments difficiles. Nous sommes à vos côtés pour vous apporter tout notre soutien.
Nos pensées vous accompagnent en ces moments douloureux. Que le souvenir de notre maman vous apporte paix et réconfort.

**Toutes nos condoléances**




www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :

(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
**Gérant**
ALI MECHERI
**Directeur de la publication**
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
**IMPRESSION**
SIMPRAL
******

**PUBLICITÉ**
Régie pub JI
**Tél. : (021) 66.26.13**
**Fax : (021) 66.06.10**
jeuneindependant@yahoo.fr
**CONTACTEZ AUSSI**
**ANEP**
**« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.**

**Téléphone : 021-73-71-28 - 021-73-76-78 - 021-74-99-81**
**Fax: 021-73-95-59**

**E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz »**
******
**BUREAUX RÉGIONAUX**
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
**Mob. :**
**(0662) 18.41.81**
**Fax :**
**(038) 80.20.36**

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
**Tél. :**
**(026) 22.95.62**
**Fax : (026) 22.95.62**

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
**Tél-Fax :**
**(031) 66.32.64**

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10

**N° Tél :**
**034-12-66-21**
**Email : ljibejaia@yahoo.fr**

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
**Tél. :**
**(024) 43.60.26**

*© 1990-2023*
*Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.*
*Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.*



# Aérophagie : que faire pour la soulager ?

***L'aérophagie fait partie des troubles fonctionnels digestifs bénins, qui s'avère néanmoins gênant au quotidien. S'il s'accompagne de brûlures de l'estomac ou de diarrhées, il est conseillé de consulter un médecin.***

Que faire contre l'aérophagie ? Quels sont les symptômes et comment les soulager ? Réponses du Dr Florent Sancini, médecin généraliste à Aix-en-Provence.

Définition : qu'est-ce que l'aérophagie ?
Littéralement, l'aérophagie signifie "avaler de l'air". C'est un processus physiologique normal. Chaque jour en mangeant ou en parlant nous avalons de l'air. En outre, "la majorité de l'air contenue dans notre tube provient de la digestion. Notre intestin fabrique 5 à 6L d'air par jour.
La crise d'aérophagie correspond ainsi à une absorption trop importante d'air dans le système digestif, particulièrement au moment des repas.

**Symptômes**
L'aérophagie se manifeste par un sensation de pesanteur de l'estomac et d'inconfort à la digestion et surtout, des éructations intempestives (rots), symptôme le plus distinctif, qui soulage la sensation d'inconfort à la digestion. Elle peut être accompagnée de flatulences. A noter que les symptômes de l'aérophagie sont parfois proches des manifestations du reflux gastro-oesphagien.

**Causes de l'aérophagie**
L'aérophagie, ou cette surproduction de gaz peut être accrue par la consommation de boisson gazeuse, de chewing-gum ou certains aliments. La grande majorité de l'air produite par nos entrailles ou avalée lors du repas sera absorbée par l'intestin. Et pour évacuer l'air présent en excès, l'organisme a aussi mis en place un processus peu gracieux, mais efficace : les rots.
Par ailleurs, des mauvaises habitudes pendant les repas (manger debout, manger sans mastiquer ou en parlant, prendre ses repas dans un environnement stressant...) peuvent également favoriser l'aérophagie et cette sensation de pesanteur dans l'estomac.

**Quand consulter ?**
L'aérophagie est un processus physiologique qui peut provoquer un inconfort digestif passager et des rots, des troubles sans gravité. En revanche, lorsqu'ils s'accompagnent de brûlures de l'estomac, de douleurs qui remontent dans la poitrine, de diarrhées ou de spasmes abdominaux, il faut consulter un médecin. "Ces symptômes peuvent indiquer que la colonisation de l'estomac par des bactéries, être la manifestation d'un reflux gastro-œsophagien ou d'un cancer digestif", explique le Dr Florent Sancini.

**Quels traitements pour soulager l'aérophagie ?**
Aucun traitement n'a démontré son efficacité pour réduire la fabrication ou l'ingestion d'air dans le tube digestif. Toutefois, vous pouvez vous diriger vers les solutions naturelles : en effet, certaines infusions de plantes, l'argile verte ou le charbon actif peuvent soulager l'inconfort digestif. Votre pharmacien pourra vous conseiller à ce sujet. Mais pour atténuer le problème sur le long terme, mieux vaut regarder du côté de son hygiène de vie et son alimentation :
► Eviter le stress : avant toute chose, l'aérophagie (le fait d'avaler trop d'air) est très souvent une conséquence du stress. Il est donc primordial d'essayer d'identifier la cause de ce stress et de l'éradiquer. Plus facile à dire qu'à faire, certes, mais cela vous évitera des crises inopportunes, qui sont susceptibles d'augmenter la nervosité... Des relaxants à base de plantes (aubépine, valériane...) peuvent éventuellement vous aider à diminuer votre nervosité

► Manger doucement, sans oublier de mâcher. Voici deux principes qui devraient déjà grandement réduire cette impression (justifiée) de ballonnement. On a trop souvent tendance à manger en faisant autre chose, notamment lors de pauses déjeuner écourtées ou faites devant l'ordinateur. A engloutir trop vite les aliments, on laisse passer trop d'air et l'on mâche mal. Très mauvais pour l'estomac : en plus de l'aérophagie, vous lui en demandez un peu beaucoup côté digestion... Et il risque de vous le faire savoir, notamment par une sensation de brûlure. Par ailleurs, mieux vaut manger assis, sans trop bouger : en effet, le fait de se lever, de faire des gestes, etc, peut accentuer la présence d'air dans l'estomac.
► Eviter de parler en mangeant. Non seulement, ce n'est pas spécialement poli, mais en plus, vous avalez ainsi beaucoup plus d'air que votre estomac ne peut le supporter. D'ailleurs, manger la bouche fermée est la meilleure solution pour éviter l'entrée d'air.
► Proscrire les boissons gazeuses et les chewing-gums. Comme leur nom l'indique, elles sont pleines de petites bulles gazeuses. Sitôt après l'absorption, sensations de lourdeur et de ventre dilatés assurées... Préférer donc l'eau plate, mais à boire idéalement en dehors des repas Par ailleurs, les chewing-gums favorisent la mastication... En mastiquant, on produit de la salive. Lorsque l'on déglutit pour l'avaler, de l'air suit le même chemin.
► Le tabac, l'alcool et le café, excitants, sont parfois cités comme des facteurs aggravants de l'aérophagie.
► Si vous sentez venir la crise : allongez-vous sur le ventre, au chaud, en appuyant sur l'estomac (situé à gauche, sous la dernière côte). Cela devrait enrayer le phénomène.

BIEN-ÊTRE

## Péricardite : douleur



**LA PÉRICARDITE** est une inflammation du péricarde, la membrane qui enveloppe le cœur. Principalement due à une infection virale, c'est aussi l'un des rares effets secondaires de certains vaccins contre le Covid. Une péricardite correspond à l'inflammation du péricarde, la membrane qui enveloppe le cœur.

**Définition : qu'est-ce qu'une péricardite ?**
La péricardite est une inflammation du péricarde, la membrane qui enveloppe le cœur et qui se compose de deux feuillets (péricarde fibreux et péricarde séreux (composé d'un feuillet pariétal et un feuillet viscéral)) qui délimitent en son sein une cavité habituellement vide. Un liquide lubrifiant se trouve entre les deux feuillets, qui permettent de les faire glisser l'un sur l'autre sans qu'ils frottent. Toutefois, l'inflammation du péricarde cause de l'irritation, de la tuméfaction (enflure) et de la douleur.

TRAFIC D'ENFANTS PENDANT LA GUERRE EN UKRAINE

# Un ex-agent des services secrets témoigne



**Par Kla TV**

Cette organisation internationale est un sous-traitant de l'agence américaine de développement international USAID [Agence des États-Unis pour la coopération au développement]. Cette coopération est active depuis longtemps en Ukraine et soutient un certain nombre de projets.

Parmi eux, ceux qui sont liés au développement de l'agenda LGBTQ, au développement de la tolérance dans la société ukrainienne, etc. Parmi les personnes directement impliquées dans ce projet, on trouve (à l'extrême gauche) : Martin King, un ancien parachutiste britannique.

Depuis janvier 2022, il est le directeur de la sécurité régionale pour l'Europe de l'Est chez Chemonics ; il est en contact direct avec Sergei Borissov. Matthew Waterfield, ancien membre de plusieurs missions de l'ONU en Afrique et en Asie ; depuis juin 2022, il dirige l'équipe de Chemonics au sein du Partnership Fund for a Resilient Ukraine [Partenariat pour une Ukraine stable], une fondation internationale. Mark Watson (tout à droite), ancien membre des troupes aéroportées britanniques et ancien membre de la mission de l'OSCE en Ukraine, employé de l'USAID, qui est également en contact personnel avec Borissov. C'est lui qui accompagne les enfants d'Ukraine en Grande-Bretagne. Les escortes sont fournies par une société militaire de sécurité privée britannique, l'Akkadian. Deux autres assistants ont été identifiés ici : Simon Rowton, lui aussi ancien membre des forces armées britanniques, et Christopher Gibson, également ancien membre des troupes aéroportées britanniques, aujourd'hui conseiller en sécurité et en gestion des risques de la société Akkadian.

Bien entendu, de telles activités ne peuvent pas être menées sans la protection de fonctionnaires britanniques. Et l'enquête a identifié trois de ces personnes qui couvrent ces activités. Il s'agit de représentants du ministère britannique des Affaires étrangères et des services secrets britanniques MI6. En particulier Tom Matlock, membre de l'état-major central du MI6. Auparavant, il a travaillé au Soudan et en Corée du Sud, a été ambassadeur adjoint du MI6 à l'ambassade britannique en Suisse. Sa femme Kate English est également membre du bureau central du ministère britannique des Affaires étrangères. Après avoir travaillé en Corée du Sud et au Soudan, et elle est actuellement employée à l'ambassade britannique en Ukraine.

Participe également à ce projet visant à attirer dans ce groupe de nouvelles personnes disposant de l'expertise nécessaire : Rob Parkinson, membre du département des ressources humaines du ministère britannique des Affaires étrangères. Il est habilité à sélectionner des experts qui seront envoyés dans des régions à haut risque, dont Ukraine. Ce groupe criminel opère dans le plus grand secret, dans le respect de toutes les normes et exigences de la conspiration, les exigences de la conspiration, car les clients sont des représentants de hauts fonctionnaires britanniques.

Pour contacter directement les représentants des clients ou pour obtenir des contrats, Sergueï Vladimirovitch Borissov se rend régulièrement en Grande-Bretagne ; la dernière fois qu'il s'y est rendu, c'était en mai 2023, c'est-à-dire récemment. En fait en 2020, Sergueï Vladimirovitch Borissov avait été arrêté par les forces de l'ordre ukrainiennes pour avoir organisé un groupe criminel impliqué dans l'enlèvement d'hommes d'affaires contre rançon.

Il s'agit d'une affaire très connue, dont tous les médias ukrainiens ont parlé, car le groupe comprenait, outre l'officier du SBU Borissov, tout un groupe d'officiers de la police nationale, actuels et anciens. Ils étaient accusés dans cinq cas d'enlèvement d'hommes d'affaires, de torture, d'extorsion – tout une liste. En 2021, tous les membres du groupe avaient toutefois été libérés sous caution. En mai 2022, toutes les informations relatives à la procédure pénale ont été retirées des sites web de la police nationale ukrainienne.

En 2022, à ma connaissance, Borissov a reçu une offre qu'il ne pouvait pas refuser. Soit il s'occupait de cette question des enfants, soit il allait en prison. Pour l'instant, il gère l'affaire, comme le montrent ses visites régulières et fréquentes en Grande-Bretagne. De manière générale, il faut dire que ces informations sont très inquiétantes et très… disons, choquantes. Et bien sûr, elles devraient être examinées plus avant. Mais le simple fait qu'il existe quelques parallèles historiques avec la Grande-Bretagne suggère que cela pourrait bien être vrai.

Ce n'est un secret pour personne que le Royaume-Uni est devenu un foyer d'abus sur les enfants. Même les chiffres officiels les plus bas le montrent. Si vous le permettez : en 2016-2017, plus de 60 000 délits sexuels contre des enfants ont été officiellement enregistrés au Royaume-Uni.

En novembre 2022, la directrice de l'Agence britannique de lutte contre la criminalité, Lynne Owens, a déclaré qu'il y avait entre 550 000 et 800 000 pédophiles au Royaume-Uni. La pédophilie, même dans les plus hautes sphères de l'establishment britannique, n'est plus un secret.

Même au sein de la famille royale. L'actuel roi Charles III, anciennement prince Charles, s'est également fait un nom, aussi sordide que cela puisse paraître, en raison de ses connaissances et de ses liens étroits avec des, disons pédophiles de haut rang. Ce n'est que parce qu'ils le connaissaient que certains ont pu échapper à des poursuites judiciaires : l'évêque anglican Peter Ball et le Porte-parole de la Chambre des Lords, Jimmy Savile.

Après le coup d'État à Kiev en 2014, et en particulier depuis le début de l'opération militaire, l'Ukraine est devenue un paradis pour les pédophiles de tous bords, en particulier les Britanniques. En 2022, les autorités britanniques chargées de l'application des lois ont officiellement annoncé que dix ressortissants britanniques, fichés comme pédophiles, avaient été arrêtés en Pologne, et qu'ils avaient tenté de s'infiltrer dans des camps de réfugiés ukrainiens pour entrer en contact avec des enfants.

Ils ont simplement été invités à un entretien d'avertissement et ont été renvoyés au Royaume-Uni. Mais nous ne saurons jamais, je pense, combien d'enfants ont souffert de leurs actes, mais je pense que les chiffres sont choquants. Vassili Nikolaevitch, merci beaucoup pour ce que vous nous avez relaté. **(Suite et fin)**

Publicité

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**
**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**
**DIRECTION DE L'EDUCATION DE LA WILAYA DE BLIDA**
**NIS : 097409019169708**

## AVIS D'ANNULATION D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions des articles 73 et 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 modifié portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'éducation de la wilaya de Blida informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert n° 03/SPS/2023 pour renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle secondaire (programme 2023) en 04 lots : lot n° 01 : mobilier scolaire, lot n° 02 : tableau blanc, lot n° 03 : équipement administratif, lot n° 04 : équipement informatique, publié dans les journaux « El Djazaïr El Djadida » en date du 26/07/2023 et «Le Jeune Indépendant » en date du 26/07/2023 et dans le BOMOP pour une durée de 21 jours, **de l'annulation de la procédure d'appel d'offres précédemment citée.**

**Remarque :** Le service contractant invite les soumissionnaires qui veulent prendre connaissance des résultats de l'analyse des offres à se rapprocher de la Direction de l'éducation de Blida durant les trois (03) jours qui suivent la première parution de cet avis. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission de wilaya des marchés, dans les dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis.

*Le Jeune Indépendant* **du 04/10/2023 / ANEP 2316024323**



















JEUNE INDEPENDANT













## télévision

PROGRAMME DU JOUR

**21h05** Série hospitalière, 2022 Etats-Unis — TF1
**Good Doctor**

**20h50** Téléfilm dramatique France , 2022 — France 2
Petit ange

**20h55** Jeu , france 2023 — 6ter
Le meilleur pâtissier

**21h00** Ligue des champions Saison 2023 — CANAL+
Newcastle / Paris-SG

**21h00** Magazine de société — W9
France
Enquêtes criminelles

**20h50** Cinéma Film d'action — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - Grande-Bretagne 2001
Lara Croft : Tomb Raider

**21h05** Cinéma Film d'action — 6ter
Etats-Unis 2000
Vertical Limit

**20h50** Film d'aventures, Etats-Unis 2022 — CINE+ PREMIER
Le secret de la cité perdue

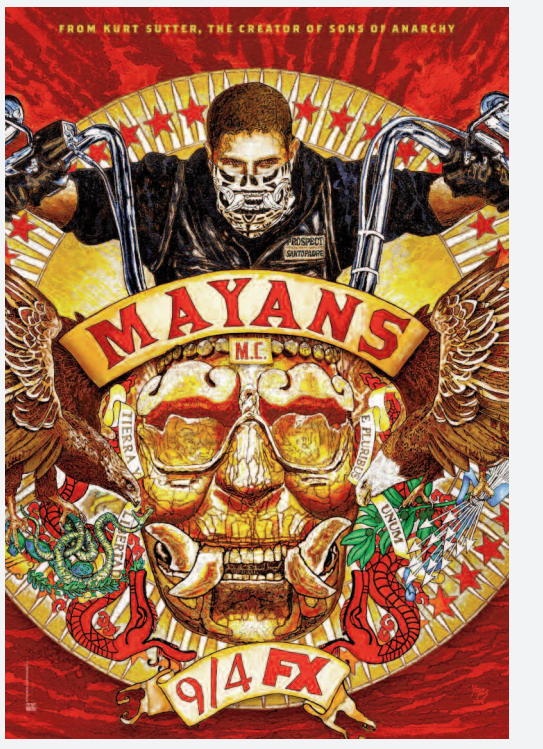
**20h55** Série policière, 2016 — C8
Mongeville

**20h50** Cinéma Comédie dramatique — CINE+ CINEMA
Les Banshees d'Inisherin

**21h00** Cinéma Comédie — CINE+ FAMIZ
France, 2019
Les vétos

**21h00** Divertissement-humour — TMC
France
Ce soir, c'est Palmashow

21h03 la chaine CANAL+ SERIES




**Série dramatique, 2023 Etats-Unis**
Saison 5 Épisode 5/6

## Mayans M.C.

22h17

**Série policière Grande-Bretagne, 2023**
Saison 3 Épisode 1/2

## Happy Valley

Durant une patrouille, le sergent Catherine Cawood est appelée pour intervenir auprès des ouvriers du services des eaux qui ont retrouvé des ossements humains près d'un système d'évacuation des eaux usées. Cawood identifie le cadavre grâce à sa dentition. Il s'agit de Gary James Gackowski disparu il y a huit ans. Les soupçons se portent sur Tommy Lee Royce qui s'est vanté en prison de l'avoir exécuté.

HORAIRES DES PRIÈRES

| | Fadjr | Dohr | Açr | Maghrib | Icha |
|---|---|---|---|---|---|
| ANNABA | 05:02 | 12:19 | 15:38 | 18:13 | 19:31 |
| CONSTANTINE | 05:08 | 12:25 | 15:44 | 18:19 | 19:37 |
| ALGER | 05:20 | 12:37 | 15:56 | 18:31 | 19:49 |
| OUARGLA | 05:16 | 12:32 | 15:52 | 18:26 | 19:43 |
| CHLEF | 05:28 | 12:44 | 16:04 | 18:39 | 19:56 |
| MOSTAGANEM | 05:34 | 12:49 | 16:09 | 18:44 | 20:01 |
| ORAN | 05:37 | 12:52 | 16:12 | 18:47 | 20:04 |

LE JEUNE
# INDÉPENDANT

N° 7705 — MERCREDI 4 OCTOBRE 2023

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Meteo

| | Maximales | Minimales |
|---|---|---|
| Alger | 27° | 18° |
| Oran | 26° | 19° |
| Constantine | 30° | 13° |
| Ouargla | 30° | 18° |

LA CAUSE SAHRAOUIE AMPLEMENT DÉFENDUE À L'ONU

# Le Maroc plus que jamais isolé

***Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance a été clamé haut et fort, hier, par plusieurs intervenants lors des travaux de la 4e Commission de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en charge des questions politiques spéciales et de la décolonisation.***

Ces interventions, de plus en plus fréquentes dans les tribunes onusiennes, témoignent de l'isolement diplomatique du Maroc, qu'il tente désespérément de masquer en s'attaquant régulièrement à l'Algérie. Le représentant permanent de Cuba à New York, Pedro Luis Pedroso Cuesta, a défendu dans son allocution le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination sur la base du respect des principes et buts de la Charte des Nations unies, du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU.

«Cuba prône une solution politique mutuellement acceptable entre les parties (au conflit, le Maroc et le Front Polisario), qui prévoit l'exercice de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément à la résolution 1514 des Nations unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés», a déclaré le diplomate.

En revanche, il a souligné que Cuba n'est pas favorable aux décisions unilatérales qui ignorent les intérêts ou droits du peuple sahraoui, rappelant que ce dernier a besoin du soutien de la communauté internationale et peut toujours compter sur la solidarité du peuple cubain.

De son côté, le représentant permanent du Mexique à New York, Juan Ramon de la Fuente Ramirez, a réaffirmé l'engagement de son pays à soutenir les efforts visant à parvenir à une solution juste et durable au conflit au Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, appelant de toute urgence toutes les parties à soutenir les efforts du Secrétaire général et de son envoyé personnel afin de créer un environnement de confiance qui permettra de réduire les tensions et de progresser vers une solution pacifique au conflit. Il a, en outre, souligné l'importance de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) dans la région, considérant qu'»il est approprié de renforcer la surveillance des droits de l'Homme (dans les territoires occupés)».



*Large soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui.*

Pour sa part, le représentant du Timor oriental, Karlito Nunes, a exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions que connaît la région depuis novembre 2020, date de la rupture du cessez-le-feu, assurant que son pays continuerait de soutenir les Sahraouis et d'»utiliser tout élan important comme une grande opportunité pour œuvrer à davantage de progrès vers l'exercice de leurs droits à l'autodétermination».

Afin de soutenir les efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité, l'ambassadeur du Timor oriental a appelé au renforcement de la présence de la Minurso en la dotant d'un mandat pour la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires occupés.

En outre, «nous exhortons une fois de plus la puissance occupante à autoriser les visites des Nations unies et de la Croix-Rouge dans le territoire occupé pour aider à répondre aux besoins humanitaires de la population du Sahara occidental».

Par ailleurs, le diplomate s'est dit satisfait des récents efforts de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, «qui laissent espérer des progrès avec le soutien du Conseil de sécurité, notamment en ouvrant un espace de pourparlers pour rechercher une solution politique».

### RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA MINURSO

Par ailleurs, le Conseil de sécurité prévoit quatre sessions en octobre pour débattre des derniers développements de la question sahraouie, y compris du renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO), selon le programme publié avant-hier sur le site de l'ONU.

L'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, doit présenter son rapport sur la situation dans les territoires occupés et aborder le mandat de la MINURSO qui expire le 31 octobre.

Le dossier du Sahara occidental fera l'objet de débats et de concertations, notamment le renouvellement du mandat de la MINURSO, dans le cadre de séances de travail et de rencontres prévues les 11, 16 et 30 octobre. Une première réunion a déjà eu lieu lundi dernier.

Lors des sessions du Conseil de sécurité qui seront dirigées par le Brésil, qui assure la présidence tournante du Conseil, un exposé sur le dossier du Sahara occidental sera présenté aux membres par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Sahara occidental, chef de la MINURSO, Alexandre Ivanko et par Staffan de Mistura. La question de la prorogation du mandat de la MINURSO y sera également abordée.

Le Conseil se réunit également peu de temps après une tournée effectuée début septembre dernier par Staffan de Mistura dans la région, où il a pu pour la première fois se rendre dans les territoires occupés et rencontrer des représentants d'organisations de défense des droits de l'Homme et d'institutions médiatiques sahraouies, qui lui ont présenté des témoignages vivants et des rapports détaillés sur les crimes perpétrés par le Maroc pour les inclure dans son rapport.

**M. Mecelti**

Publicité




PUNAISES DE LIT

# L'Algérie renforce le contrôle sanitaire aux ports et aéroports

**ALORS QUE** la France fait face à un phénomène qui frôle la psychose, les Algériens commencent à s'inquiéter concernant l'éventuelle apparition de punaises de lit dans leurs foyers. Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a rassuré les citoyens, affirmant que des mesures de contrôle sont rigoureusement mises en place dans les lieux de transits du pays. Afin de prévenir toute introduction de ces nuisibles insectes sur le territoire national, le ministre de la santé a assuré, hier, en marge de l'exercice Chemex-Afrique, que les services de contrôle sanitaire sont en alerte et maintiennent une vigilance accrue pour garantir la santé publique, en surveillant tous les postes frontaliers, ports et aéroports.

L'une des solutions est de «perpétuer la propreté aux seins des foyers, comme le font déjà les familles algériennes», a-t-il fait savoir. Affirmant que le secteur du transport s'est joint à cette initiative en adoptant les mêmes mesures de préventions, à commencer par une campagne de nettoyage.

Par ailleurs, la compagnie Air Algérie dont la France est l'un des principaux marchés, a déjà commencé à nettoyer les sièges de ses avions, qui sont souvent vecteur de ces bestioles. Selon le porte-parole de la compagnie, Amine Andaloussi, cette opération concerne tous les avions de la compagnie, et elle vise à prévenir tout risque. Pour le moment, rien n'a été signalé à bord des avions de la compagnie, mais il est important de prendre ces mesures pour mieux se préparer à toute éventualité, selon le même responsable.

**Meriem Djouder**

*Le Jeune Indépendant* du 04/10/2023 / ANEP 2116022744